

Education à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel : Quelle contribution des médias ? Cas du Mali

Présenté par

Mamadou COULIBALY

Pour l'obtention du Master en Développement de l'Université Senghor

Département Culture.....

Spécialité Communication et Médias.....

Le 04 mars 2019

Devant le jury composé de :

Dr. Hdr. Jean-François FAU Président
Historien, Directeur du Département
Culture à l'Université Senghor

Madame Anna VINUELA Examineur
Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris

Madame Hanan GOUDA Examineur
Professeur à l'Académie Arabe pour les Sciences, la
Technologie et le Transport Maritime.

Remerciements

Au moment où nous rédigeons ce mémoire, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'endroit des personnes qui ont été d'un apport fort considérable pour la réalisation de ce travail.

Je tiens tout d'abord à exprimer toute ma reconnaissance à l'endroit de mon Directeur de mémoire et Directeur du Département Culture, Docteur Jean-François FAU, pour sa confiance, son soutien, sa constante disponibilité, ses judicieux conseils et la liberté qu'il m'a accordée tout au long de ce travail.

Je voudrais aussi remercier Mme Véronique TAVEAU et tout le personnel de la Direction Education et Jeunesse (DEJ) de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour le chaleureux accueil qui m'a été réservé lors de mon stage. L'esprit d'équipe, la sympathie et la gentillesse dont l'équipe n'a cessé d'exprimer à mon égard, tout au long de mon stage reste à jamais gravé dans ma mémoire.

Je tiens particulièrement à exprimer toute ma gratitude à Mme Fatima AOUIDAT, mon maître de stage dont la bienveillance et la disponibilité pendant le stage n'ont jamais fait défaut.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance à Mme Ossitou Hawa DIOP et son Mari, Monsieur Arnaud OSSITOU, qui m'ont ouvert leur porte et m'ont accueilli pendant mon stage à Paris. Merci pour cette chaleur familiale et tout le soutien que vous m'avez apporté.

Un grand merci, à Ibrahima NGOM, en lui j'ai trouvé un frère, un confident. Merci cher frère, pour ta disponibilité, tes conseils avisés et tout ton soutien durant ces deux années passées ensemble. Je tiens également, à remercier du fond du cœur Mme Marina Adel Nessim, pour cette belle amitié inoubliable et sa constante disponibilité.

Je tiens à remercier toute la communauté malienne de l'Université Senghor. Ma reconnaissance va également à l'endroit de mes collègues auditeurs de l'Université Senghor, ces moments passés ensemble sont désormais gravés dans le marbre. Je pense particulièrement à Jamal Tiesse BI.

Mes sincères remerciements à la Direction des *Haut-parleurs* de TV5 Monde, à Monsieur DOUMBIA Moustaphe, à mes amis Moussa SANOGO, Georges Attino COULIBALY, Gisèle FLANDA, Nana Alassane TOURE, pour leur soutien multiforme.

Enfin, je tiens à exprimer toute ma gratitude et présenter mes sincères remerciements aux membres de ma famille, pour leur soutien indéfectible et leur confiance. Sans vous je ne suis rien. Votre amour a fait de moi, ce que je suis devenu aujourd'hui. Merci à mon grand frère Issa pour son soutien sans failles. Merci à mes sœurs Oumou, Assita, N'Zélé ainsi qu'à toute la famille COULIBALY.

Dédicace

A Maman, Minata COULIBALY,

Femme exceptionnelle, femme brave qui s'est dévouée avec passion à nous inculquer une éducation digne. Tu n'as cessé d'œuvrer pour notre réussite. Merci d'avoir occupé la place de ce père que nous avons perdu tôt. Pour ton amour à mon égard, tes conseils avisés, les sacrifices consentis et ta présence dans ma vie, reçois à travers ce travail aussi modeste soit-il, l'expression de ma gratitude éternelle.

A Mon Père, feu Moussa COULIBALY,

La volonté de me hisser à ta hauteur, m'a conduit à devenir l'homme que je suis. Conscients que le chemin pour y arriver, reste encore long, je m'évertuerai à ne pas te décevoir. Ce mémoire, comme toutes mes réalisations sur cette terre, est dédié au modèle que tu représentes pour moi.

A mon second père Adama COULIBALY,

Très tôt j'ai perdu un père et aussi rapidement j'en ai trouvé un autre. Terminer ce travail, sans te le dédier sera une ingratitude de ma part. Toute ma vie durant, je n'ai manqué de rien car tu as été et tu continues à être présent. Merci pour cette éducation et cette bienveillance paternelle.

A feu Ambroise DAKOUO,

Parti très tôt, tu n'étais pas qu'un ami, tu fus pour moi un modèle, un mentor. Tes conseils m'ont amené à me lancer dans cette aventure d'étude qui s'avère au final une très belle expérience. Je l'aurais regretté si je ne l'avais pas vécu. Ce travail t'est également dédié. Dors en paix.

Résumé

Les pays du Sahel sont engagés depuis quelques années dans une lutte contre le djihadisme et ses corollaires dont la radicalisation des jeunes. Les différentes tentatives de solutions, qui ont généralement été martiales, n'ont jusque-là pas produit les résultats escomptés. Pire, cette crise a tendance à se muer en crise, inter et intra-communautaire, occasionnant ainsi des milliers de victimes notamment au Mali. Privés d'école et de perspective d'avenir meilleur, des milliers de jeunes se retrouvent en situation de vulnérabilité face à l'extrémisme violent.

La paix et la cohésion sociale qui régnaient dans le pays n'ont jamais été autant menacées. Aujourd'hui la crainte majeure est de voir cette conflictualité se pérenniser et menacer les générations futures. Axée sur l'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Mali, la présente étude analyse la contribution que les médias, vus leur impact, sont susceptibles d'apporter dans le processus de consolidation de la paix. Ainsi, conscient du faible taux d'alphabétisation au Mali en particulier et dans les pays du Sahel en général, nous avons, décidé de proposer, à travers cette étude, des recommandations afin de tirer profit de l'influence des médias sur les jeunes pour vulgariser la culture de la paix.

Nous avons ainsi mené une enquête auprès d'un échantillon de soixante dix-neuf (79) jeunes issus de différentes régions du Mali pour mieux appréhender leur rapport aux médias et l'impact de ces derniers sur eux. Nous nous sommes ensuite entretenus avec Vingt six (26) responsables de médias et d'organisations qui œuvrent pour la consolidation de la paix au Mali. Avec pour objectif, de récolter leurs avis sur le traitement du conflit par les médias et leur vision sur la manière dont, ces derniers (médias) peuvent constituer un outil d'éducation à la culture de la paix afin de permettre aux jeunes d'assurer leur résilience face à l'extrémisme violent.

Mots-clefs

Culture de la paix, Medias, Extrémisme violent, Radicalisation, Resilience, Sahel, Mali.

Abstract

The Sahelian countries have been engaged in a struggle against jihadism and its corollaries, including the radicalization of young people, for several years now. The various attempts at solutions, which have generally been martial, have so far not produced the expected results. Worse still, this crisis tends to turn into an inter-community and intra-community crisis, causing thousands of victims, particularly in Mali. Deprived of school and a brighter future, thousands of young people find themselves in a vulnerable situation in the face of violent extremism.

The peace and social cohesion that prevailed in the country have never been so threatened. Today, the major fear is that this conflict will continue and threaten future generations. Focusing on education for a culture of peace among young people in Mali, this study analyses the contribution that the media, given their impact, are likely to make in the peacebuilding process. Thus, aware of the low literacy rate in Mali in particular and in the Sahel countries in general, we have decided to propose, through this study, to make recommendations in order to take advantage of the influence of the media on young people to popularize the culture of peace.

We therefore conducted a survey among a sample of seventy-nine (79) young people from different regions of Mali to better understand their relationship with the media and the impact of the latter on them. We then met with twenty-six (26) leaders of media and peacebuilding organizations in Mali. With the aim of gathering their opinions on how the media deal with conflict and their vision of how the media can be a tool for education for a culture of peace in order to enable young people to ensure their resilience in the face of violent extremism.

Key-words

Culture of peace, Media, Violent extremism, Radicalization, Resilience, Sahel, Mali.

Liste des acronymes et abréviations utilisés

- AQMI : Al-Qaeda au Maghreb islamique
- ATNM : Alliance Touarègue Niger-Mali
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
- CMFPR : Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance
- CNEAM : Comité National de l’Egal Accès aux Médias d’Etat
- CSC : Conseil Supérieur de la Communication
- EIGS : État islamique au Grand Sahara
- FLM : Front de libération du Macina
- GATIA : Groupe d’Autodéfense des Touareg Imghad et Alliés
- HAC : Haute Autorité de la Communication
- HCUA : Haut Conseil pour l’Unité de l’Azawad
- MAA : Mouvement Arabe de l’Azawad
- MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations unies pour la Stabilisation du Mali
- MNLA : Mouvement National pour la Libération de l’Azawad
- MSA Mouvement du salut de l’Azawad
- MUJAO Mouvement pour l’unicité de l’Azawad en Afrique de l’Ouest
- OIF : Organisation Internationale de la Francophonie
- ONU : Organisation des Nations Unies
- UA : Union Africaine
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture

Tables des matières

Education à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel : Quelle contribution des médias ? Cas du Mali	i
Remerciements	i
Résumé.....	iii
Mots-clefs.....	iii
Key-words.....	iv
Liste des acronymes et abréviations utilisés.....	v
Tables des matières.....	1
Introduction.....	3
1 Méthodologie de l'étude, collecte et analyse des données	6
1.1 Démarche et outils méthodologiques.....	6
1.1.1 Cadre pratique de l'étude	6
1.1.2 Revue documentaire	13
1.2 Problématique, objectifs et hypothèse de l'étude	21
1.2.1 Problématique de l'étude.....	21
1.2.2 Objectifs et hypothèses de l'étude	24
1.3 Collecte, traitement des données et interprétation des résultats	25
1.3.1 Méthodologie et outils de collecte des données.....	25
1.3.2 Traitements des données et interprétations des résultats	26
1.4 Expérience du stage	30
1.4.1 Présentation de l'OIF et du stage à la Direction Education et Jeunesse.....	30
1.4.2 Activités liées au Stage	30
1.4.3 Acquis et perspectives pour la recherche	32
2 Les médias, une alternative à l'extrémisme violent chez les jeunes au Mali	33
2.1 Aperçu du paysage médiatique au Mali depuis l'avènement de la démocratie et de son impact sur la jeunesse	33
2.1.1 L'avènement de la pluralité des médias au Mali et les dérives	33
2.1.2 Les médias et la consolidation de la démocratie malienne	35
2.1.3 Les médias maliens face à la crise depuis 2012	36
2.1.4 Les jeunes maliens face aux médias.....	40
2.2 Les médias, une alternative à la propagande extrémiste	42
2.2.1 Les médias comme outils de cohésion inter et intra communautaire	42

2.2.2	Les médias comme canaux de promotion des valeurs culturelles	43
2.2.3	Les médias comme moyen d'expression, de veille citoyenne et de revendication non-violente	43
2.2.4	Les médias pour rétablir la confiance entre les jeunes, les représentants de l'État, l'armée et les forces internationales	44
3	Recommandations	46
3.1	Amélioration de l'offre médiatique	46
3.2	Renforcement des capacités des médias et des hommes de médias.....	47
3.3	Education aux médias chez les jeunes et vérifications des fausses informations ...	48
3.4	Mobilisation et sensibilisation des jeunes sur l'usage des nouveaux médias	49
3.5	Régulation des médias	49
	Conclusion	51
4	Références bibliographiques.....	vi
5	Liste des illustrations.....	xi
6	Liste des tableaux.....	xi
7	Annexes	xii
7.1	Annexe 1 : Listes de structures dont les responsables ont participé à notre enquête	xii
7.2	Annexe2 : Questionnaire adressé au jeunes.....	xiii
7.3	Annexe 2 : Questionnaire adressé aux responsables de médias et de réseaux de jeunes	xvi

Introduction

Depuis le début des années 2000, le monde fait face à une vague de violence sans précédent du fait du terrorisme et de ses corollaires. Aucun continent n’y échappe. En Afrique, le Sahel, vaste région désertique et peu peuplée qui s’étend sur une dizaine de pays allant du Sénégal au Soudan¹ avec des frontières poreuses qui échappent souvent au contrôle des États, s’est ainsi vu transformé en un sanctuaire de groupes extrémistes.

S’il est vrai que depuis l’avènement des indépendances la région connaît une instabilité du fait de la mauvaise gouvernance, des différentes rébellions et de la précarité endémique² qui y règne, le péril terroriste est, pour la plupart des États appartenant à cet espace, un phénomène nouveau face auquel, ils se trouvent impuissants et ont du mal à endiguer ses conséquences, notamment chez les jeunes qui constituent l’une des principales victimes de cette situation.

Situé en Afrique de l’ouest, le Mali, cadre de notre étude ne fait pas exception à cette règle. Pire, elle est, depuis 2012, l’épicentre du danger terroriste qui secoue le Sahel. En effet, depuis cette date, le pays est confronté à la plus grave crise de son existence. En moins d’une année, il a connu une rébellion, un coup d’État et une invasion djihadiste. Aujourd’hui, plus des 2/3 du territoire malien sont confrontés à l’insécurité. D’abord circonscrit dans la partie nord du pays, la menace djihadiste s’étend aujourd’hui, dans le centre et le sud du pays. Aucune région ne semble y échapper.

Ces crises ont effrité la relative bonne entente et la cohésion sociale qui y régnaient. Entre les différentes populations, s’est installé un climat de méfiance et de suspicion et cela a eu pour conséquence le repli communautaire et la radicalisation d’une partie de la jeunesse.

Confrontée au problème du chômage, de sous emploi, de mauvaise formation avec un sentiment d’exclusion sociale et économique, une frange partie de la jeunesse malienne, surtout celle dans les zones en proie à l’insécurité, quand elle n’est pas tentée par l’immigration, devient vulnérable aux appels des mouvements armés qui n’hésitent pas à l’embrigader et à la recruter comme combattants dans leurs rangs.

Afin de freiner cette radicalisation des jeunes, plusieurs initiatives ont été entreprises par les États de l’espace sahélien avec le soutien de la communauté internationale. Malheureusement, la plupart de ces initiatives tendent vers des actions martiales, comme l’atteste cette déclaration du Premier ministre malien Soumeylou B. Maiga, « les stratégies

¹ Chevènement, Jean-Pierre et Larcher, Gérard, « Sahel : Pour une approche globale », in *Rapport d’information n° 720 de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*, 2012-2013, <http://www.senat.fr/rap/r12-720/r12-7203.html>. Consulté le 12 janvier 2019.

² Olivier, Hanne, « L’impact du Printemps arabe sur le Sahel », in *Revue Défense Nationale, Comité d’Etudes de Défense Nationale*, 2015, pp.54-59.

mises en place par le gouvernement sont la réoccupation de l'espace. Nous avons déployé en 2018, 13 000 hommes dont la moitié au centre, ce qui a réduit l'insécurité par rapport aux autres années »³. Or, un rapport du secrétaire Général des Nations Unies sur la situation au Mali en 2018, paru quelques jours plus tard après cette déclaration du Premier Ministre malien, constatait une détérioration de la situation par rapport à l'année précédente⁴.

Pour, Marco Simonetti, Directeur régional Afrique de l'Ouest d'*International Alert*, «L'extrémisme violent bouleverse les vies de millions de personnes au Sahel. Cependant, les réponses principalement militaires proposées jusqu'à présent pour réduire la violence, ont au contraire miné la résilience des communautés.»⁵ alors que, comme le souligne le juge Myer (Roudier, 2014), à la suite de l'arrêt *Saadi c. Italie* de la Cour européenne des droits de l'homme, « Il n'y a rien de plus contre-productif que de combattre le feu avec le feu, de donner aux terroristes le prétexte idéal pour se transformer en martyrs et pour accuser les démocraties d'user de deux poids, deux mesures. Pareille conduite ne servirait qu'à créer un terrain favorable à une radicalisation plus forte et au recrutement de futurs terroristes »⁶. Il apparaît dès lors nécessaire d'appréhender la question de la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent à travers une approche holistique et y apporter des solutions nouvelles. Dans le préambule de l'acte constitutif de l'Unesco, l'approche suivante est proposée pour la construction d'une paix durable, «les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix». Une telle démarche permettrait de s'attaquer aux causes plutôt qu'aux conséquences. Ce faisant, on tuerait dans l'œuf, toute forme d'extrémisme.

Pour élever donc «ces défenses de la paix» dans l'esprit des jeunes, il faut les amener à bannir tout esprit belliqueux dans leur conscience et à les faire accepter l'altérité. Ce qui n'est pas possible sans que l'on ait recours à un processus d'appropriation ou de réappropriation des valeurs de tolérance, de solidarité. Pour le cas du Mali, outre ces valeurs, l'on pourrait ajouter la revalorisation des valeurs culturelles anciennes contenues dans son riche patrimoine qui selon Jean-François Faü, constitue « la partie visible de la mémoire collective de la société au sein de laquelle il forme un élément intrinsèque au « vivre-ensemble » »⁷. Pour Ambroise Dakouo : «Le Mali est un pays de vieille civilisation dont l'histoire regorge de nombreuses expériences de mécanismes du dialogue social,

³ https://malijet.com/a_la_une_du_mali/221663-tueries_centre_mali_gouvernement_explique_.html, Consulté le 8 janvier 2019

⁴ « Rapports ». s. d. MINUSMA. <https://minusma.unmissions.org/rapports>. Consulté le 8 janvier 2019.

⁵ International Alert, « Si les victimes deviennent bourreaux, Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », 2018.

⁶ Roudier, Karine, «Le contrôle de constitutionnalité de la législation antiterroriste ou la conciliation des libertés avec la raison d'État», in *Politique américaine* N° 24 (2), 2014, p 124.

⁷ Faü, Jean-François. «Note sur l'actualité. La protection du patrimoine culturel dans les zones de conflit», in *Techniques Financières et Développement* n° 118, 2015, p81-85.

d'entente, de cogestion des territoires, de régulation, de prévention et d'anticipation des crises liées à la cohabitation de la diversité des groupes ethniques, culturels, socioprofessionnels»⁸. Pour corroborer sa thèse, il cite l'exemple du *Sinangouya* ou *parenté à plaisanterie*, une pratique populaire dans le Sahel qui fonctionne comme un pacte de non-agression fondé sur la plaisanterie et dont le but est de prévenir ou d'atténuer les antagonismes possibles dans la cohabitation⁹.

Cependant, par quel mécanisme ou moyen ces valeurs culturelles traditionnelles qui promeuvent la tolérance, la solidarité, la cohésion peuvent être revalorisées afin de permettre aux jeunes de se les réapproprier et d'en faire usage pour assurer une résilience face à l'extrémisme violent, surtout quand on sait que nombres d'entre eux sont privés d'accès à l'école ?

Au regard donc du faible taux d'alphabétisation et de l'influence de plus en plus grandissante des médias sur les jeunes maliens, il apparaît opportun de s'interroger sur le concours que ces derniers peuvent apporter dans le processus d'éducation à la culture de la paix.

Notre étude tout en analysant la situation conflictuelle qui prévaut au Mali, de son accession à l'indépendance à nos jours fait un diagnostic de l'espace médiatique malien et démontre enfin l'importance que peuvent jouer ces derniers (les médias) dans la consolidation de la paix.

Le présent travail de recherche a pour objectif de contribuer à la vulgarisation, à l'aune des médias, de la culture de la paix auprès des jeunes du Mali en particulier et du Sahel en général.

Cette étude s'articule donc autour de trois grandes parties. Dans la première partie, nous présentons la méthodologie adoptée dans le cadre de notre travail, la revue documentaire, la problématique, les objectifs et hypothèses de notre étude, l'apport de notre stage effectué au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie du 04 mai au 30 juillet 2018 et enfin, les résultats de la collecte et de l'analyse des données. Dans la seconde partie, intitulée, « les médias, une alternative à l'extrémisme violent chez les jeunes au Mali », nous donnons un aperçu de l'espace médiatique malien et analysons comment ces médias peuvent constituer une alternative à l'extrémisme violent chez les jeunes. Enfin, dans la troisième et dernière partie, nous proposons des recommandations pour un changement de paradigme afin de faire des médias, un vecteur d'éducation à la culture de la paix.

⁸ Dakouo, Ambroise, *les pratiques du dialogue intercommunautaire pour la paix et la réconciliation au Mali*, Bamako, 2016, p 9.

⁹ Ibid.

1 Méthodologie de l'étude, collecte et analyse des données

Nous traiterons, d'abord, dans cette partie de notre travail, la méthodologie et les outils (1.1) que nous avons utilisés pour mener à bien notre étude. Ensuite, nous présenterons les objectifs et hypothèses de notre étude (1.2). Enfin nous aborderons l'apport de notre stage (1.3) à notre recherche.

1.1 Démarche et outils méthodologiques

1.1.1 Cadre pratique de l'étude

La contribution des médias dans l'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel, thème de notre étude, aura surtout pour cadre le Mali qui focalise aujourd'hui toutes les attentions dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Toutefois, vu la similarité des défis à relever sur le plan de la lutte contre le terrorisme et ses corollaires notamment l'extrémisme violent, qu'il partage avec ses voisins sahéliens, les résultats de notre étude pourraient être étendus à ces pays. Surtout que ces pays sont dans une logique de mutualisation de leurs efforts pour faire face à la nébuleuse djihadiste notamment à travers la création d'une organisation commune dénommée le *G5 Sahel*¹⁰.

a. Brève présentation du Mali

Pays saharo-sahélien et enclavé situé en Afrique de l'ouest (entre le 10^e et le 25^e degré de latitude nord et entre le 4^e degré de longitude Est et le 12^e de longitude Ouest), le Mali est bordé par sept (7) pays, notamment l'Algérie et la Mauritanie au nord, le Niger à l'est, le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire au Sud, le Sénégal à l'Ouest et enfin la Guinée au Sud-ouest. Il compte dix régions administratives et un district (Bamako). La langue officielle est le français. Sa superficie est de 1 241 238 km², dont plus de 65% du territoire se trouve en zone désertique. Ce qui renforce la vulnérabilité des populations face aux aléas climatiques.

Appelé Soudan Français pendant l'époque coloniale, l'ancienne colonie française prend officiellement le nom de «République du Mali» le 22 septembre 1960, date de son accession à l'indépendance, après l'implosion de l'éphémère Fédération du Mali qu'il formait avec le Sénégal. Sa population est estimée à environ 18 541 980 d'habitants¹¹. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est de 770 dollars¹². L'islam est la religion

¹⁰<https://www.g5sahel.org/documentations/discours/1287-mot-du-secretaire-permanent-sidikou>. Consulté le 23 décembre 2018.

¹¹ «Mali Présentation». Text/HTML. World Bank. <http://www.banquemonde.org/fr/country/mali/overview>. Consulté le 22 décembre 2018.

¹² Ibid.

dominante. Environ 95% de la population est musulmane. Les 5% restants sont chrétiens et animistes.¹³ Selon sa constitution, le Mali est une République laïque. Bamako est sa capitale et les principales villes sont : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Taoudéni et Ménaka.

Figure 1 : Carte du Mali



Source : Ambassade de France au Mali¹⁴

¹³ Institut National de la Statistique, Résultats annuels de l'EMOP-2016/2017. « Enquête Modulaire et Permanente Auprès des Ménages(EMOP) », <http://www.instat-mali.org/index.php/publications/conditions-vie-societe/enquete-modulaire-et-permanente-aupres-des-menages>, Consulté le 18 février 2019.

¹⁴ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mali/presentation-du-mali/article/presentation-du-mali>, Consulté le 23 décembre 2018.

b. Chronologie (cartographie) des crises au Mali de l'indépendance à nos jours

Depuis son accession à l'indépendance, le Mali a connu plusieurs crises politiques et militaires. La conflictualité dans le pays n'est pas nouvelle, même si elle a connu une autre dimension avec l'apparition de l'idéologie djihadiste. C'est pourquoi on ne saurait en faire fi dans les tentatives de compréhension et de résolution de la crise actuelle. L'ampleur, donc, de la crise multidimensionnelle de 2012 ne doit pas nous faire perdre de vue les différentes crises dont la dernière citée n'est que le prolongement.

En effet, dès le lendemain de l'indépendance, entre 1963 et 1964, le pays a fait face, à sa première rébellion touarègue dans la zone septentrionale. violemment réprimée par les autorités, cette première rébellion va entraîner un exode massif des populations touarègues vers les pays frontaliers (l'Algérie, le Niger).

Le 19 novembre 1968, le premier président du Mali indépendant, Modibo Keita est renversé par un coup d'État conduit par le lieutenant Moussa Traoré qui va régner d'une main de fer sur le pays pendant 23 ans¹⁵.

De 1972 à 1973, le pays est frappé par une première sécheresse, les régions du nord du pays sont durement touchées et cela entraîne une seconde vague de migrations des populations de cette zone vers les pays limitrophes et les centres urbains.

Entre 1984 et 1985, une nouvelle sécheresse sans précédent survient. Cela aura un impact important sur les communautés du nord et l'économie de la zone.¹⁶

Dès 1985, on assiste à des prémices d'une nouvelle rébellion touarègue cette fois-ci au Mali mais aussi au Niger.

En 1988, le Mouvement Populaire de l'Azawad (MPA) voit le jour en Libye avec à sa tête, Iyad Ag Ghali¹⁷.

En juin 1990, des hommes armés attaquent la garnison de Ménaka, c'est le début d'une nouvelle rébellion touarègue. Le 6 janvier 1991, un accord négocié avec l'Algérie (accord de Tamanrasset) met fin à cette énième rébellion. L'accord prévoit la décentralisation du nord et la réintégration des combattants touaregs dans l'armée malienne.

¹⁵ «Chronologie du conflit dans le nord du pays», *IRIN*, <http://www.irinnews.org/fr/report/95263/mali-chronologie-du-conflit-dans-le-nord-du-pays>. Consulté le 13 janvier 2019.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Iyad Ag Ghali, est un ancien chef de guerre touareg malien qui a rejoint l'administration malienne à la suite de la signature d'un accord de paix en 1992. A partir de 2000, il renforce ses liens avec les mouvements djihadistes. En 2012, lorsque la crise malienne éclate, il forme le mouvement salafiste *Ansar Eddine* et ambitionne d'instaurer la Charia au Mali. En 2017, il fédère tous les groupes djihadistes opérant au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie au sein du *Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans* (GSIM). Il est, aujourd'hui, le principal leader des djihadistes opérant dans le sahel.

Deux mois plus tard, soit le 26 mars 1991, le président Moussa Traoré est à son tour renversé à la suite d'un soulèvement populaire par un coup d'État conduit par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, qui met en place un gouvernement de transition.

Le 11 avril 1992, un *pacte national*¹⁸ prévu par l'*accord de Tamanrasset* est signé entre le gouvernement malien et les rebelles touaregs. Ce pacte prévoit un statut particulier pour les régions du Nord et l'intégration des combattants touaregs dans l'armée.

Pendant ce même mois d'avril 1992, au terme de la transition, Alpha Oumar Konaré remporte les premières élections pluralistes. C'est le début de l'ère démocratique malienne avec également la diversification de l'offre médiatique. Plusieurs journaux et radios sont ainsi créés.¹⁹

Le 27 mars 1996, une cérémonie dénommée « *flamme de la paix* » est organisée à Tombouctou au cours de laquelle des centaines d'armes sont brûlées et les groupes armés touaregs sont officiellement dissous.

Le 8 juin 2002, après les deux mandats que lui autorise la constitution du 25 février 1992, Alpha Oumar Konaré cède, à la suite des élections, le pouvoir à Amadou Toumani Touré. Après cette alternance, le Mali est cité comme un modèle de démocratie dans la sous-région.

En 2006, on assiste à un regain de tension au nord. Des rebelles prennent le contrôle des camps des villes de Kidal et de Ménaka. Cette énième rébellion s'achèvera par la signature, le 4 juillet 2006, des accords d'Alger qui prévoient la démilitarisation des régions du nord. En mai 2007, les accords d'Alger sont rejetés par l'Alliance Touarègue Niger-Mali (ATNM) qui reprend les hostilités. Il faudra attendre 2009 pour la signature d'un nouvel accord de paix, cette fois-ci en Libye.

En août 2011, à la suite du conflit libyen, plusieurs touaregs d'origine malienne qui avaient trouvé refuge en Libye et avaient intégré l'armée libyenne, reviennent au Mali. Les tentatives de l'État de les désarmer restent vaines. Le 11 octobre 2011, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) est créé. En janvier 2012, le MNLA lance des attaques contre les positions de l'armée malienne à Ménaka.

Notons que la situation sécuritaire au nord du Mali s'était déjà dégradée dès le début des années 2000. Les différents accords de Tamanrasset de janvier 1991 et d'Alger de 2006 ayant entraîné la démilitarisation des régions du nord. Délaisser par l'État, cet espace est

¹⁸ «Pacte national conclu entre le gouvernement de la République du Mali et les mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad consacrant le statut particulier du nord au Mali | UN Peacemaker». <https://peacemaker.un.org/mali-pacte-reconciliation-national92>. Consulté le 11 février 2019

¹⁹ Perret, Thierry, «Médias et démocratie au Mali», in *Politique africaine* N° 97, 2005, p18-32.

devenu une zone de non-droit et le nid de bandits, notamment, les narcotrafiquants et les mouvements djihadistes, dont Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)²⁰.

De janvier à février 2012, les attaques des rebelles touaregs associés à des mouvements islamistes s'intensifient. Les positions de l'armée dans les localités de Tessalit, Léré, Andéramboukane, Niafouké et Aguelhok sont successivement attaquées. L'attaque d'Aguelhok se révèle particulièrement meurtrière. Après d'âpres combats, la garnison de la ville tombe entre les mains des rebelles, une centaine de soldats maliens sont faits prisonniers avant d'être exécutés.²¹

Cet évènement va renforcer le malaise grandissant au sein de l'armée. Certains militaires accusent les autorités et le commandement militaire de mauvaise gestion de la crise tout en pointant du doigt le manque de moyens pour faire face à cette situation. Des manifestations sont organisées à Bamako et à Kati (ville garnison), notamment par les familles de militaires. Des familles touarègues accusées d'être des complices de la rébellion sont attaquées.²²

C'est dans ce contexte qu'intervient un coup d'Etat militaire contre le président Amadou Toumani Touré, le 22 mars 2012, à quelques semaines de la fin de son second mandat. Ce coup d'Etat conduit par le capitaine Amadou Haya Sanogo désorganise l'armée, installe une crise institutionnelle et politique ; ce qui favorise l'avancée du MNLA et des groupes armés intégristes tels que le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Ansar Eddine, AQMI qui envahissent les régions de Kidal, Tombouctou et Gao, soit les deux-tiers du territoire.²³

Ces évènements font vivre au Mali, la plus grave crise de son existence. La kyrielle de groupes armés aux revendications diverses dictent leurs lois aux populations et commettent des violations graves des droits humains dans les trois régions du nord. Il faut noter que, même si les musulmans constituent environ 95% de la population, le Mali, depuis son accession à l'indépendance, est un pays laïc. Les populations au nord comme au sud

²⁰ Chevènement, Jean-Pierre et Larcher, Gérard, «Mali : comment gagner la paix ?», in *Rapport d'information n° 513 de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 2012-2013*, http://www.senat.fr/rap/r12-513/r12-513_mono.html, Consulté le 26 décembre 2018.

²¹ « Guerre au Mali : retour sur le drame d'Aguelhok ». *JeuneAfrique.com* (blog), 21 octobre 2013. <https://www.jeuneafrique.com/167687/politique/guerre-au-mali-retour-sur-le-drame-d-aguelhok/>, consulté le 26 décembre 2018.

²² «Les Touaregs de Bamako chassés par la peur». FIGARO, 9 avril 2012. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/09/01003-20120409ARTFIG00430-les-touaregs-de-bamako-chasses-par-la-peur.php>, consulté le 26 décembre 2018.

²³ Sy, Ousmane, Dakouo, Ambroise et Traoré, Kadari, « La Conférence d'Entente Nationale: Mise en œuvre et leçons apprises pour le dialogue national au Mali », Berlin, *Berghof Foundation*, Sur internet: https://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Other_Resources/NationalDialogue/NDH_Mali_II_fr.pdf, 2018.

pratiquent, jusqu'au début des années 2000, période de l'arrivée des prédicateurs pakistanais à travers la création de mouvements comme la secte Dawa, un islam malékite, traditionnellement modéré et tolérant²⁴. Pendant plusieurs mois, dans les régions du Nord, les nouveaux occupants appliquent la Charia, détruisent les mausolées et d'autres édifices culturels.²⁵

Acculés par la communauté internationale, les leaders de la junte cèdent le pouvoir aux civils. Le 12 avril 2012, le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, devient comme le prévoit l'article 36 de la constitution en cas de vacance du pouvoir, le président par intérim. Il doit conduire une transition et organiser des élections.

Pendant qu'au sud on assiste à la dégradation de la crise institutionnelle et l'exacerbation des rivalités entre les différentes fractions de l'armée, la situation se dégrade au nord²⁶. Les islamistes, évincent les rebelles touaregs et se lancent dans la conquête du reste du territoire avec pour objectif, la création d'un État islamique. Ils lancent alors une offensive sur les régions de Mopti et de Ségou. Le président de la transition, Dioncounda Traoré fait appel à la France pour stopper l'avancée des djihadistes.

En janvier 2013, la France lance l'opération Serval, qui permet la libération des villes de Gao, Tombouctou, Kidal et une partie de la région de Mopti. Le 25 avril 2013, l'ONU, à travers la *Résolution 2100*, crée la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (*MINUSMA*). Le 18 juin 2013, réunis à Ouagadougou sous l'égide de Blaise Compaoré, médiateur de la CEDEAO pour la crise malienne, les représentants de l'État malien et les groupes rebelles touaregs du MNLA et du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA) signent un accord qui décrète un cessez-le-feu et l'organisation de l'élection présidentielle sur l'ensemble du territoire. À la suite de ces élections, Ibrahim Boubacar Keita est élu président.

Le 1^{er} Août 2014, face à l'expansion de la menace terroriste dans les pays voisins du Mali, l'Opération Barkhane succède à l'Opération Serval. Avec ce réaménagement de sa stratégie, l'Etat-major français entend mener des actions de contre-terrorisme dans les cinq pays du Sahel les plus exposés à cette menace. Il s'agit du Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

²⁴ Rapport du Sénat Français, «Mali : comment gagner la paix ?». http://www.senat.fr/rap/r12-513/r12-513_mono.html, Consulté le 26 décembre 2018.

²⁵ Faü, Jean-François, «Note sur l'actualité. La protection du patrimoine culturel dans les zones de conflit», *in Techniques Financières et Développement n° 118*, 2015, p81-85.

²⁶ Le coup d'Etat a entraîné, en plus de la désorganisation de la chaîne de commandement, une exacerbation des antagonismes au sein de l'armée notamment entre les bérets rouges, soutiens du président renversé Amadou Toumani Touré et les bérets verts qui ont mené le coup d'Etat.

De leur côté, afin de mutualiser leurs moyens et leurs efforts pour lutter efficacement contre l'insécurité et promouvoir le développement intégré de l'espace sahélien²⁷, les chefs d'États de ces pays, avec l'accompagnement de la France, portent, sur les fonds baptismaux, le 19 décembre 2014, le *G5 Sahel* qui prévoit la mise en place d'une force conjointe de lutte contre le terrorisme au Sahel.

Le 15 mai 2015, l'*accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger* est signé à Bamako par une partie des belligérants, notamment les milices loyalistes regroupées au sein de la *Plateforme des mouvements d'autodéfense* constitué du Groupe d'Autodéfense Touareg Imghads et Alliés (GATIA), de la Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance (CM-FPR) et d'une branche du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA).

Le 15 juin 2015, après une réticence, la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) constituée principalement par le MNLA, le HCUA et une aile du MAA, la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance (CM-FPR2), le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) et le Front Populaire de l'Azawad (FPA) signent à leur tour l'accord de paix.²⁸

Quant aux groupes terroristes (Ansar Eddine, MUJAO, AQMI, Al-Mourabitoune etc.), chassés des grandes villes du nord du Mali, ils s'éparpillent dans le vaste désert sahélien et mènent des attentats ciblés contre les forces maliennes et celles de la coalition internationale. Ainsi, le 7 mars 2015, un attentat au bar-restaurant *la Terrasse de Bamako* fait cinq morts et le 20 novembre 2015, un autre attentat perpétré à l'hôtel Radisson, toujours à Bamako, fait Vingt-deux victimes.

A partir de 2015, les mouvements terroristes essaient de se réorganiser et d'étendre leur champ d'action notamment vers le centre et le sud du pays avec la création de nouvelles organisations à caractère ethnique comme le Front de Libération du Macina dans le centre. La myriade de groupes armés opérant dans le nord et le centre du pays sur fond d'exacerbation des rivalités communautaires rend difficile l'application de *l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger* et la perspective d'une victoire contre les terroristes qui continuent à fermer les écoles et à embrigader la jeunesse.

En décembre 2018, soit trois années après la signature de l'accord pour la paix, un rapport du secrétaire Général des Nations Unies décrivait une situation catastrophique sur le plan sécuritaire et humanitaire.²⁹

²⁷<https://www.g5sahel.org/8-nos-activit%C3%A9s/1407-celebration-de-la-journee-du-g5-sahel-au-burkina-faso-l-institution-g5-sahel-et-le-pip-presentes-aux-acteurs-de-la-region-du-sahel>, Consulté le 29 décembre 2018.

²⁸ Keita, Naffet, «L'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger: entre euphorie ou doute, la paix en signe de traces!», in *Rapport de Friedrich-Ebert-Stiftung*, 2018, p 23- 25.

²⁹<https://minusma.unmissions.org/rapports>, Consulté le 13 janvier 2019.

c. Expansion de la crise aux autres pays sahéliens, voisins du Mali

Après le Mali, les attaques terroristes se sont multipliées dans les autres pays voisins notamment au Burkina Faso et au Niger. Ainsi, le 15 janvier 2016, le restaurant *Cappuccino* et l'hôtel *Splendid* sont attaqués à Ouagadougou, faisant 30 morts. Le Niger quant à lui fait face à une recrudescence des attaques à ses frontières avec le Mali, la Libye et le Nigeria.

En décembre 2016, *Ansaroul Islam*, la première organisation terroriste du Burkina est créée. Afin de mieux coordonner leur lutte, plusieurs groupes djihadistes opérant au Sahel se regroupent en 2017 au sein d'un nouveau mouvement dénommé Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Depuis, les attaques s'intensifient au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

1.1.2 Revue documentaire

Dans le cadre de notre recherche, nous avons consulté diverses ressources documentaires. Il s'agit notamment des monographies, des ouvrages de référence, des rapports d'études, des mémoires, des thèses, des revues scientifiques, des articles de presse mais aussi des sites internet.

Notre travail, rappelons-le, a pour objectif principal de démontrer que les médias peuvent contribuer au processus d'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel en partant du contexte malien. Pour répondre à cette problématique, nous avons effectué nos recherches autour de trois thèmes majeurs. En effet, cette revue documentaire s'intéressera dans un premier temps à l'influence des médias chez les jeunes (a). Dans un second temps, nous aborderons l'éducation à la culture de la paix(b). Enfin, nous nous intéresserons à la définition de la résilience face à l'extrémisme violent (c) qui menace aujourd'hui la jeunesse sahélienne en général et malienne en particulier.

L'analyse de la revue documentaire rend compte d'une abondance de références sur les trois sous- thèmes cités ci-dessus bien qu'il nous est apparu difficile de trouver des publications traitant de manière exhaustive le contexte malien. À travers cette revue documentaire, nous n'avons pas la prétention de vouloir épuiser les différents thèmes qui sont en lien avec notre sujet et qui, d'ailleurs, ont déjà fait l'objet de nombreuses études, mais bien de définir les concepts clés nécessaires pour une meilleure compréhension du sujet et d'analyser les différentes productions scientifiques qui représentent un intérêt particulier pour notre étude.

a. L'impact des médias sur les jeunes

Pour mieux appréhender la problématique de l'impact des médias sur les jeunes, nos recherches nous ont amené à définir d'abord, les termes «média» et «jeune».

De nos lectures, il ressort qu'il y a eu plusieurs tentatives de définitions du terme «média». Ainsi, selon l'encyclopédie Larousse, le média est défini comme tout «procédé permettant la distribution, la diffusion ou la communication d'œuvres, de documents, ou de messages sonores ou audiovisuels (presse, cinéma, affiche, radiodiffusion, télédiffusion, vidéographie, télédistribution, télématique, télécommunication)». A la lecture de cette définition axée plutôt sur la notion de procédé, de technique, on constate que le terme «média» embrasse un vaste champ qui prend en compte non seulement la presse, la télévision et la radio mais aussi les livres, les CD-ROM, les DVD, les ordinateurs, les affiches etc. Pour remédier à la confusion qui pourrait découler de cette première définition, certains théoriciens des médias ont tenté d'apporter une définition moins ambiguë, en considérant plutôt la fonction sociale et en mettant davantage l'activité humaine au centre des médias. C'est le cas par exemple de James Anderson qui estime que le média est «une activité humaine distincte qui organise la réalité en textes lisibles en vue de l'action»³⁰. Dans le cadre de cette étude, nous allons plutôt considérer cette définition qui consacre la primauté de l'homme sur la technique en matière de médias. C'est aussi pourquoi nous ne retiendrons que les médias qui permettent l'interaction et qui jouent un rôle social important au Sahel. Il s'agit de la presse, la télévision, la radio et plus récemment, les nouveaux médias liés à l'essor d'Internet.

En ce qui concerne la jeunesse, la tranche d'âge qui la caractérise n'est pas clairement définie et varie selon les pays et les organisations. Pour l'Unesco, est considérée comme jeune, toute personne ayant entre 15 et 24 ans. L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) quant à elle, considère comme jeune, toute personne âgée de 15 à 35 ans. Quant à la Charte Africaine de la Jeunesse, elle abonde dans le même sens que l'OIF. Pour cette étude, nous allons nous en tenir à cette dernière tranche d'âge qui est aussi appliquée au Mali, cadre de notre étude.

Maintenant, quid de l'impact des médias sur les jeunes ?

Bien que l'ampleur ou la qualité de l'influence des médias sur les individus fasse souvent objet de beaucoup de débats, personne ne remet en cause le fait qu'ils ont un certain impact sur les populations et surtout les plus jeunes. Pour Joseph Klapper, «l'impact des médias dans les changements d'opinion s'avère rare et limité à des circonstances spécifiques dans lesquelles les facteurs médiatisant agissent favorablement. De plus, l'efficacité occasionnelle de la communication est modulée par différents aspects du média, du

³⁰ James .A. Anderson cité par Peraya, Daniel, « Théories de la communication et technologies de l'information et de la communication : un apport réciproque. », in *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 36, n° 111, 1998, p. 171-188

contenu, ou de la situation de communication»³¹. Si des auteurs comme Klapper essaient de nuancer cette influence des médias, il n'en demeure pas moins qu'ils jouent un rôle important dans la société. D'ailleurs, c'est cette influence qui lui vaut le titre de quatrième pouvoir à côté des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire dans les démocraties de bon aloi. Remarquons qu'elle soit importante ou limitée, l'influence des médias sur les individus est indéniable et semble gagner de plus en plus de terrain, à telle enseigne que certains théoriciens et praticiens n'hésitent pas à leur accorder plus de pouvoir que celui qu'on leur attribue traditionnellement. En effet, «en réalité, le premier pouvoir est aujourd'hui clairement exercé par l'économie. Le second (dont l'imbrication avec le premier apparaît très forte) est certainement médiatique, instrument d'influence, d'action et de décision incontestable, de sorte que le pouvoir politique ne vient plus qu'au troisième rang»³². C'est certainement cette importance du pouvoir d'influence qu'ont aujourd'hui les médias qui conduit Ignacio Ramonet à revoir la « hiérarchie des normes » qui accordait aux médias, la place de quatrième pouvoir. D'ailleurs, comme l'affirme l'économiste britannique Paul Collier (Wermus, 2010) «le milliard de pauvres absolus ne verra jamais son sort s'améliorer si leurs pays n'ont pas de médias indépendants capables d'éduquer la population, d'informer et de surveiller les dirigeants, de formuler les enjeux, de sortir du populisme»³³. A la lecture de cette affirmation de Collier, qui établit une corrélation entre l'amélioration des conditions de vie des populations dans les pays pauvres et l'action des médias, l'on s'aperçoit du rôle crucial que ces derniers jouent dans l'évolution des sociétés. En effet, selon Jacquinet Gèneviève (Barbey, 2009), les médias voire l'éducation aux médias, en plus de contribuer à développer les capacités d'analyse critique notamment chez les jeunes, ne sont pas que des supports de distraction ; ils «peuvent viser d'autres objectifs, notamment la transmission de valeurs et des apprentissages moins strictement cognitifs – justement dits sociaux»³⁴. Il est donc clair, qu'utilisés à bon escient, les médias peuvent être facteur de changement de comportement et probablement outil d'éducation notamment à la culture de la paix. C'est pourquoi, dans le cadre de notre étude, nous nous inscrirons dans la même logique que Collier et Jacquinet.

b. Education à la culture de la paix

Considérée comme étant un processus qui vise à former un individu, de lui permettre d'acquérir les habiletés nécessaires pour son développement, l'éducation est le passage obligé de tous les hommes en tant qu'être vivant en société. Pour l'Unesco, l'objectif de

³¹ Gingras, Anne-Marie, *La communication politique: État des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec, 2003, p18.

³² Ramonet, Ignacio, *La tyrannie de la communication*, Paris, 1999, p 71

³³ Collier, Paul cité par Wermus, : «Les médias comme catalyseurs de changements», in *Revue internationale et stratégique*, n° 78, 2010, p 81-89.

³⁴ Barbey, Francis, *L'éducation aux médias: de l'ambiguïté du concept aux défis d'une pratique éducative*, Paris, 2009, P68

«l'éducation doit être un moyen de donner aux enfants comme aux adultes la possibilité de devenir participants actifs de la transformation des sociétés dans lesquelles ils vivent. L'apprentissage doit aussi prendre en compte les valeurs, les attitudes et les comportements qui permettent aux individus d'apprendre à vivre ensemble dans un monde qui se caractérise par la diversité et le pluralisme»³⁵. À travers cette définition qui cadre bien avec notre objectif d'étude, on constate que la notion d'éducation ne se limite pas seulement aux savoirs qu'on peut recevoir à l'école ; elle embrasse un champ beaucoup plus vaste relatif notamment aux valeurs, aux attitudes et aux comportements des individus dans la société. C'est aussi dans cette même logique que le premier président du Mali après l'avènement de la démocratie, Alpha Oumar Konaré s'est inscrit en considérant les médias comme un outil d'éducation. Pour lui, en effet, les médias, notamment la radio, constituent des «ressources inépuisables». C'est pourquoi, poursuit-il, «elle devra être pour nous le complément de nouvelles écoles de l'éducation de base ; elle parlera par exemple fulfulde pour soutenir des classes en fulfulde. Alors à chaque zone culturelle sa radio pour ses écoles de base. La radio, voix, souffle, inspiration, de l'apprendre à lire, à écrire !»³⁶. En réalité, comme l'affirme Nizigiyimana Domitien, «L'intention première de toute éducation au sens large est, nous semble-t-il, d'aider le jeune individu à prendre sa place dans le groupe social auquel il appartient et à se définir par rapport au monde extérieur »³⁷.

La paix quant à elle désigne l'absence de conflit ou de trouble. Mais cette définition est assez simpliste et fait fi des implications que son instauration nécessite. Il fallait donc trouver une alternative plus inclusive pour la définir. Ainsi, à partir des années 80, inspirée de l'initiative *Cultura de paz*³⁸ lancée au Pérou et à la suite de la *Déclaration de Séville sur la violence*³⁹, où des scientifiques du monde entier se sont réunis pour faire des recommandations pour la construction de la paix dans le monde, la notion de «culture de paix» fut, pour la première fois, élaborée à l'échelle mondiale par l'UNESCO à Yamoussoukro lors du Congrès international sur «La paix dans l'esprit des hommes»⁴⁰ en juin 1989.

³⁵ «L'éducation transforme la vie». 2013. UNESCO. 21 mai 2013. <https://fr.unesco.org/themes/education>, consulté le 30 janvier 2019

³⁶ « » Mali : Propos mémorables : Alpha Oumar Konaré Président de la République (14 septembre 1993) ». Mali Actu, <https://maliactu.net/mali-propos-memorables-alpha-oumar-konare-president-de-la-republique-14-septembre-1993/>, Consulté le 30 janvier 2019.

³⁷ Nizigiyimana, Domitien, « l'éducation aux valeurs, c'est quoi », in *Au cœur de l'Afrique*, n°1,1999, p.51.

³⁸ «Historique de la culture de la paix». Page. Français, 4 novembre 2016. <http://www.grainesdepaix.org/fr/ressources-de-paix/references/paix/historique-de-la-culture-de-la-paix>.

³⁹ « Le manifeste de Séville sur la violence - Irénées ». http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-178_fr.html, Consulté le 17 janvier 2019.

⁴⁰ «Yamoussoukro | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture», <http://www.unesco.org/new/fr/africa-department/priority-africa/culture-of-peace-in-africa/yamoussoukro/>. Consulté le 17 janvier 2019.

Si l'on se range du côté de l'anthropologue américain Clyde Kay Mayben Kluckhohn, qui définit la culture comme «la manière de penser, de sentir et de réagir d'un groupe humain, surtout acquise et transmise par des symboles, et qui représente son identité spécifique : elle inclut les objets concrets produits par le groupe. Le cœur de la culture est constitué d'idées traditionnelles et des valeurs qui lui sont attachées»⁴¹, on comprend mieux le choix de l'Unesco, qui s'est fixée pour objectif d'élever dans l'esprit des hommes les «défenses de la paix», d'associer, dans sa démarche de définition de la «paix», la notion de «culture». D'ailleurs, pour elle (Unesco), «la culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances»⁴².

L'ONU lors de la proclamation de la «décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde» a défini la culture de la paix comme «un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats»⁴³. Comme le précise, toujours, l'Unesco, cette éducation doit être un processus qui promeut «les connaissances, les valeurs, les attitudes et les compétences nécessaires pour susciter des changements de comportement qui vont permettre aux enfants, aux jeunes et aux adultes de prévenir les conflits et les résoudre de manière pacifique, de prévenir la violence, qu'elle soit explicite ou structurelle, et de créer les conditions qui mènent à la paix - pour soi, entre personnes, entre groupes, ou au niveau national ou international»⁴⁴. L'organisation définit également huit (8) axes majeurs⁴⁵ pour parvenir à la culture de la paix au nombre desquels le soutien à la libre circulation des savoirs et de l'information par l'indépendance des médias.

⁴¹ Kaménova, Svetla, «La composante culturelle dans le programme d'intégration linguistique du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec», in *Synergies Mexique* n°4, 2014, p14

⁴² « Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles: UNESCO Secteur de la culture », https://wayback.archive-it.org/10611/20161024150013/http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=12762&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. Consulté le 18 février 2019.

⁴³ «Assemblée générale des Nations Unies», <http://www.un.org/fr/ga/62/plenary/peaceculture/bkg.shtml>, Consulté le 17 janvier 2019.

⁴⁴ Fountain, Susan, « L'éducation à la paix à l'UNICEF » *Rapport de la Section de l'éducation, Division des programmes UNICEF*, 1999.

⁴⁵ Les 8 domaines de la culture de la paix selon l'Unesco sont entre autre : 1. Promouvoir la paix à travers l'éducation. Celle-ci doit être proposée à tous les enfants et une attention particulière doit être réservée aux femmes. 2. Améliorer un développement économique et social soutenable. L'éradication de la pauvreté ainsi qu'une focalisation plus grande accordée à l'environnement constituent des priorités. 3. Promouvoir le respect pour tous les êtres humains, non seulement en distribuant des Déclarations Universelles des Droits de l'Homme à tous les niveaux mais aussi en mettant complètement en œuvre ces droits. 4. S'assurer de l'égalité entre les femmes et les hommes en intégrant une approche sexospécifique et en éliminant toutes formes de discrimination. 5. Soutenir la participation démocratique en éduquant les citoyens à des pratiques

c. Résilience face à l'extrémisme violent

Comme indiqué ci-dessus, l'une des menaces graves à laquelle la jeunesse sahélienne est, aujourd'hui, exposée est le phénomène d'extrémisme violent. On ne saurait donc évoquer la question d'éducation à la culture de la paix sans faire mention à la résilience face à ce phénomène. Le concept d'«extrémisme violent» et celui de «radicalisme» qui lui est sous-jacent, ont été assez galvaudés au point où certains n'hésitent pas à les utiliser comme des synonymes. Pour mieux les comprendre, il nous faut d'abord définir un autre concept dont ils ne sont que les corollaires, le terrorisme.

La notion de terrorisme, au même titre que les deux autres notions précitées, ne fait pas objet d'une définition univoque. Le droit international a du mal à trouver une définition qui fasse l'unanimité⁴⁶. Selon Jeffrey Simon, il existe 212 définitions du terrorisme, rien que dans les pays anglo-saxons⁴⁷. Le dictionnaire Larousse définit le terrorisme comme un «ensemble d'actes de violence (attentats, prises d'otages, etc.) commis par une organisation ou un individu pour créer un climat d'insécurité, pour exercer un chantage sur un gouvernement, pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système». C'est cette même définition que le Mali a adoptée dans son document de stratégie de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme⁴⁸. Toutefois, dans le contexte malien, si l'on se limite à cette définition, on commettrait un amalgame qui pourrait conduire à considérer comme terroriste toute personne appartenant à un groupe armé. Alors qu'en théorie, comme précisé dans le rapport d'*International Alert*, «la notion de groupes armés fait référence aux mouvements signataires de l'Accord d'Alger (Accord pour la paix et la réconciliation au Mali), à savoir les groupes armés qui, en théorie, ont coupé tout lien avec le djihadisme armé (mais que, cependant, certains représentants du gouvernement malien n'hésitent pas à qualifier d'extrémistes, voire de terroristes) »⁴⁹. C'est pourquoi, dans le cadre de la présente étude, nous avons privilégié le terme «djihadiste» à celui de «terroriste».

responsables. 6. Faire avancer les notions de tolérance, de compréhension et de solidarité en promouvant un dialogue entre les civilisations. 7. Soutenir la libre circulation des savoirs et de l'information par l'indépendance des médias. 8. Promouvoir la paix internationale et la sécurité par des actions telles que le désarmement, la résolution pacifique des conflits.

⁴⁶ International Alert, « Si les victimes deviennent bourreaux, Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », 2018, p14.

⁴⁷ Shegani, Altin, *Les réponses nationales au terrorisme: Etude de droit comparé, droit français - droit albanais*, Rome, 2016, p 75.

⁴⁸ Ministère des Affaires religieuses et du culte, « Document de Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'extrémisme Violent et le Terrorisme », janvier 2018, p9.

⁴⁹ International Alert, « Si les victimes deviennent bourreaux, Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », 2018, p14.

Certes le concept de «djihadiste» peut aussi être sujet d'interprétations diverses, mais dans notre contexte, ceux qui se réclament comme tels sont ceux qui terrorisent les populations et qui cherchent à se substituer à l'État en instaurant la *Charia et en remplaçant les écoles par les medersas*. Selon la plateforme en ligne de prévention et de lutte contre le terrorisme du gouvernement français « Stop djihadisme », le « djihadisme est une idéologie extrémiste qui prétend imposer une vision radicale et dévoyée de l'islam – fondée sur le retour de ce qu'il qualifie de «vrai islam» – par la terreur et le combat armé.»⁵⁰

La radicalisation quant à elle est définie comme le «processus par lequel une personne en vient à soutenir le terrorisme et les idéologies extrémistes associées aux groupes terroristes»⁵¹. Ainsi, la radicalisation ne serait qu'une étape qui conduit une personne à adopter un comportement, une mentalité ou une idéologie contraire à l'ordre établi dans une société donnée.⁵²

Beaucoup usité aujourd'hui par les chercheurs qui travaillent sur les questions de djihadisme, l'«extrémisme violent» ne fait pas non plus objet d'une définition convenue à l'échelle mondiale⁵³. Cependant, nous pouvons le considérer comme «la volonté d'utiliser la violence ou le soutien de l'utilisation de la violence afin d'intensifier des croyances particulières, notamment de nature politique, sociale ou idéologique, y compris à travers des actes de terrorisme».⁵⁴

Enfin, selon l'Unesco, «La résilience désigne habituellement la capacité de l'individu à surmonter les difficultés qui ont une incidence négative sur son bien-être affectif et physique. Dans le contexte de l'extrémisme violent, la «résilience» renvoie à l'aptitude à résister – ou à ne pas adhérer – aux idées et aux opinions qui décrivent le monde à l'aide de vérités exclusives légitimant la haine et le recours à la violence ».⁵⁵

Au Mali, les définitions citées ci-dessus sont celles qui sont, pour la plupart, reprises dans les documents officiels élaborés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. C'est le cas du document relatif à la « Politique Nationale de Prévention et de Lutte contre l'extrémisme

⁵⁰«La mouvance djihadiste». Stop-Djihadisme, 24 octobre 2016. <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/terrorisme-djihadiste/djihadisme/mouvance-djihadiste>, consulté le 08 février 2019.

⁵¹Van Zyl Isel et Cheryl Frank, « Prévenir l'extrémisme en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale», in *Institute for Security Studies*, 2018, p5.

⁵² Traore, Matagaly Karidja, « La radicalisation en Afrique de l'Ouest : L'éducation culturelle comme moyen de lutte Cas de la Cote d'Ivoire », Mémoire de master professionnel, Communication et Médias, Université Senghor d'Alexandrie (2015-2017).

⁵³ Unesco, « La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation – Guide à l'intention des décideurs politiques », 2017, P19.

⁵⁴ Striegheer, Jason-Leigh cité par Isel van Zyl et Cheryl Frank, « Prévenir l'extrémisme en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale», in *Institute for Security Studies*, 2018, p5.

⁵⁵ Unesco, « La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Guide à l'intention des décideurs politiques », 2017 p 20.

Violent et le Terrorisme ». En effet, qu'il s'agisse de « terrorisme », d'« extrémisme violent » et de « radicalisation », on constate que la plupart des définitions sont faites, bien souvent, selon un contexte international. Elles ne prennent toujours pas en compte les spécificités locales. Les populations de la région de Mopti au Mali, considèrent par exemple les groupes armés extrémistes comme « les gens de brousses », appellations, certes ambiguës, mais qui permet d'éviter toute confusion religieuse ou de faire tout jugement de valeur.⁵⁶

Pour cette étude, dans un souci de clarté et d'aisance nous ferons fi des appellations locales et retiendrons que les définitions susmentionnées.

Enfin, retenons que de nombreuses études ont été réalisées sur des problématiques dont la finalité permettrait d'aboutir à la culture de la paix en Afrique. Nous pouvons ainsi citer, *La radicalisation en Afrique de l'Ouest : l'éducation culturelle comme moyen de lutte : Cas de la Côte-d'Ivoire*⁵⁷ par Karidja Traoré ; Kaneza Evelyne quant à elle, propose la création d'un centre d'animation culturelle pour promouvoir la culture de la paix au Burundi⁵⁸ et Yattara Almahady démontre comment, à travers un festival dénommé *Essouk*⁵⁹, on pourrait atteindre les objectifs de la culture de la paix au Nord du Mali. Comme nous pouvons le constater, ces études tentent plutôt à questionner la problématique de l'éducation à la culture de la paix sous le prisme culturel.

Par ailleurs, Si certaines études réalisées dans le cadre de l'éducation à la culture de la paix, notamment celles produites par l'ONU et ses institutions spécialisées, font mention de l'apport des médias pour l'atteinte de cet objectif, la plupart d'entre elles accordent plutôt une grande importance à l'école comme cadre d'apprentissage à cette éducation.

Contrairement donc aux études sus-citées, notre recherche est consacrée à la contribution des médias dans la vulgarisation de la culture de la paix auprès des jeunes au Mali.

⁵⁶ International Alert, « Si les victimes deviennent bourreaux, Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », 2018, p14.

⁵⁷ Traore Matagaly Karidja, « La radicalisation en Afrique de l'Ouest : L'éducation culturelle comme moyen de lutte Cas de la Cote d'Ivoire », Mémoire de master professionnel, Communication et Médias, Université Senghor d'Alexandrie (2015-2017)

⁵⁸ Kaneza, Evelyne, « les enjeux de la culture de la paix dans la société burundaise : projet de création d'un centre d'animation culturelle pour la culture de la paix «Ikiyago» », Mémoire de master professionnel, Communication et Médias, Université Senghor d'Alexandrie (2013-2015).

⁵⁹ Yattara, Almahady, « Essouk, Messenger de la culture de la paix ; Actions pour le maintien des liens sociaux et de la stabilité socio-politique au nord du Mali », Mémoire de master professionnel, Management de culture et des Médias, Université Senghor d'Alexandrie (2007-2009).

1.2 Problématique, objectifs et hypothèse de l'étude

1.2.1 Problématique de l'étude

C'est un euphémisme d'affirmer que la bande sahélo-saharienne fait aujourd'hui face à l'une des plus graves crises sécuritaires de son existence. Si, en 2012, le pays qui cristallisait toutes les attentions était le Mali, depuis 2015, la situation dans les pays voisins, notamment au Burkina et au Niger, n'est guère reluisante. Les attaques djihadistes se multiplient et deviennent de plus en plus violentes. La paix, gage de la stabilité et du développement dont cette région a particulièrement besoin, s'éloigne au fur et à mesure.

Si l'on a cru qu'avec la présence des forces Barkhane, MINUSMA, G5 sahel et la signature de *l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger*, le Mali renouerait avec la paix d'antan, l'évolution actuelle de la situation semble nous contredire.

Les attentats se succèdent et la crise qui au départ n'était qu'une rébellion, puis une invasion djihadiste, se mue aujourd'hui en conflit intercommunautaire et intracommunautaire et, finit par embraser les pays voisins. Au nord du Mali, en plus de la menace djihadiste permanente, on assiste à des affrontements entre communautés touarègues. Au centre et au sud, des régions qui, jusque-là, échappaient, plus ou moins, à cette vague de violences, la situation devient de plus en plus préoccupante depuis l'apparition du *Front de Libération du Macina (FLM)* en janvier 2015.

En effet, les communautés Peuhles d'une part et les communautés Bambaras et Dogons d'autre part, qui ont toujours vécu en bonne intelligence, s'entredéchirent sur la base d'amalgames, de rumeurs et de suspicions d'appartenance à des mouvements terroristes. Ces affrontements inter et intracommunautaires ont fait, selon la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), entre janvier et août 2018, environ 500 morts, 50 villages brûlés, détruits ou touchés et plus de 15 000 déplacés.⁶⁰

La jeunesse qui constitue la frange la plus importante de la population et qui devrait servir d'accélérateur de croissance pour le Mali est malheureusement, à la fois, victime et actrice principale dans ces conflits.

Les mouvements intégristes sont, pour bon nombre de jeunes, un rempart contre la pauvreté et la protection sociale. Selon toujours, le rapport de la FIDH, les jeunes du centre du Mali qui s'engagent aux côtés des djihadistes peuvent percevoir un salaire qui peut aller du simple au décuple selon la mission. Ainsi, un éclaireur peut toucher de 50 000 à 75 000 FCFA [environ 115 euros], et un combattant qui a participé à l'attaque d'un poste

⁶⁰ FIDH/AMDH, «Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme», https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf.

militaire peut recevoir 300 000 FCFA [environ 500 euros]⁶¹. Par ailleurs, un jeune originaire du nord, affirme «Si tu poses une mine, ils te donnent 100 000 FCFA [152 euros], si elle cause des dégâts, tu gagnes 400 000 FCFA [609 euros], c'est un moyen de financer un mariage.»⁶².

Ainsi, certains jeunes de ces régions qui se sentent marginalisés par les pouvoirs publics et qui sont plus vulnérables au chômage et à la difficulté d'accès à une éducation de qualité, n'hésitent pas à s'engager dans des mouvements djihadistes ou des milices d'autodéfense. Par ailleurs, si les jeunes des autres régions du pays notamment ceux du sud, n'ont certes pas connu véritablement l'occupation djihadiste, on assiste, de plus en plus, à l'adoption de comportements d'intolérance chez certains d'entre eux. Ils n'hésitent, par exemple, pas à violenter les personnes soupçonnées d'homosexualité ou à brûler vifs des personnes soupçonnées de vol.

Tous ces facteurs concourent à fragiliser davantage une situation déjà difficile et si l'on ne prend pas garde, elle pourrait compromettre, la paix et la cohésion nationale pour les décennies prochaines.

Selon un adage populaire en Afrique de l'Ouest, on sait quand commence un conflit mais on ne peut jamais prédire quand est-ce que cela prendra fin. «Nous avons eu l'Afghanistan, il ne faut pas qu'il y ait de Sahelistan»⁶³, disait Laurent Fabius, à la veille de l'intervention française au Mali en 2012. Aujourd'hui, et plus que jamais, cette crainte de voir le Sahel se transformer en un Afghanistan bis est d'actualité.

Il urge donc de poser les bases nécessaires pour redonner espoir aux populations, surtout à la jeunesse, cette composante majeure de la population, sur laquelle repose l'avenir du pays en apportant une réponse durable pour mettre fin à l'hémorragie causée par l'insécurité. Notons qu'une société «qui renonce à prendre en charge sa jeunesse et à la doter des outils d'une promotion optimale enterre son propre avenir»⁶⁴. Dans le contexte sahélien en général et malien en particulier, ces «outils de promotion optimale» auxquels fait allusion le professeur Joseph Ki-Zerbo sont ceux à même de permettre à la jeunesse d'assurer sa résilience face à l'extrémisme violent.

Il ne s'agit pas que de lutter contre les conséquences de ce phénomène, mais plutôt de le prévenir en s'attaquant à sa source par l'adoption d'une nouvelle approche, autre que martiale dans les tentatives de règlements de cette crise. Une telle approche permettrait

⁶¹ Ibid. p36

⁶² «L'échec de l'intervention française au Mali - Libération». https://www.liberation.fr/debats/2017/06/27/l-echec-de-l-intervention-francaise-au-mali_1579931, Consulté le 24 janvier 2019.

⁶³ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/07/06/97001-20120706FILWWW00390-fabius-met-en-garde-contre-un-sahelistan.php>, consulté le 06/01/2019.

⁶⁴ Ki-Zerbo, Joseph, *Eduquer ou périr, impasses et perspectives africaines*, Paris, 1997.

d'assurer la résilience chez ceux qui sont déjà affectés et surtout, éviter que cette violence ne se pérennise et n'affecte les générations futures.

Si, tant est que, notre finalité est de reconstruire une société de paix où toutes les formes de violences sont proscrites, nous devons adopter une démarche qui vise à amener les populations et surtout les plus jeunes vers une reconversion des mentalités. Cela nécessite donc un processus d'éducation, notamment d'éducation à la culture de la paix.

Certes le déficit de culture de paix ne saurait être le seul facteur de radicalisation des jeunes dans l'espace sahélien. D'autres facteurs non moins importants, à savoir : la paupérisation, le sentiment d'abandon, la mauvaise gouvernance, l'injustice sociale, l'impunité en sont également des causes majeures à ne pas négliger. Cependant, l'éducation des jeunes à la culture de la paix étant notre objectif d'analyse, il nous apparaît judicieux de dégager des pistes pour son optimisation. Ceci étant, comment atteindre cet objectif ? Cette éducation doit-elle être seulement l'apanage de l'école formelle ?

Nous savons qu'au Mali, le taux d'alphabétisation n'est que de 34,3%⁶⁵. Depuis 2012, les écoles sont régulièrement fermées par les mouvements djihadistes. Elles sont souvent remplacées par des écoles coraniques avec des contenus de formation faisant l'apologie du terrorisme. En 2018, l'Unicef avait recensé plus de 750 écoles fermées⁶⁶.

S'il est vrai que l'éducation à laquelle nous faisons allusion peut avoir pour cadre des institutions telles que l'école ou le cercle familial, elle peut aussi être assurée par les médias, car, comme l'affirme Jacques Fauvet, «l'une des fonctions de l'information, c'est l'éducation. La richesse des faits alimente la connaissance, la pertinence des analyses guide la réflexion, la diversité des commentaires permet son approfondissement. Aujourd'hui plus qu'hier, les moyens d'information ont un impact sur les esprits, jeunes ou adultes»⁶⁷. Cette éducation par le biais des médias est certes informelle mais pas moins importante en ce sens que «les médias sont une présence constante dans notre vie quotidienne, affectant notre comportement cognitif, affectif, et socio-moral. D'autres institutions comme l'école peuvent avoir un impact beaucoup plus fort sur l'individu, mais celui-ci ne sera pas aussi constant et prolongé dans le temps»⁶⁸. Les médias, comme nous l'avons vu ci-dessus, ont une influence majeure sur les populations et peuvent jouer un rôle éminemment important, notamment dans les pays en crise. Certes, ce rôle peut avoir des conséquences néfastes comme ce fut le cas lors du génocide Rwandais en 1993, où un média, en l'occurrence la *Radio Télévision Libre des mille collines*, a pu attiser la haine et conduire les populations à se massacrer. Cependant, bien utilisés, ils peuvent permettre de désamorcer certaines tensions et même

⁶⁵ Institut Nationale de la Statistique du Mali, EMOP 2017.

⁶⁶ Mali : 750 écoles fermées et plus d'un million d'enfants toujours privés d'école, selon l'UNICEF | ONU Info», <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016041>, Consulté le 19 janvier 2019.

⁶⁷ Y. Agnes et J.-M. Croissandeau, « Lire le journal » <http://media-et-politique.e-monsite.com/pages/les-medias-un-quatrieme-pouvoir.html>. Consulté le 12 décembre 2018.

⁶⁸ Baranai-Sava, Diana. « La fonction éducative des médias dans la société actuelle », in *Anadiss* 2011, p16.

accompagner le processus de réconciliation comme ce fut encore le cas au Rwanda après le génocide.

En effet, du fait de leur capacité à renforcer le lien social, à engager des discussions, à permettre aux communautés de faire entendre leur voix et à valoriser leur identité, les médias peuvent être d'un grand apport dans l'instauration de la cohésion sociale. Ainsi, leur rôle dans les sociétés en crise devrait, aussi, consister à éclairer la lanterne des populations et à les amener à mieux appréhender les enjeux du vivre ensemble afin de résoudre les problèmes qui entravent la bonne marche de leur société.

Au regard donc de cette importante influence des médias sur les populations, il apparaît nécessaire de s'interroger sur la contribution qu'ils peuvent apporter dans l'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel. D'où le choix de notre thème, «Education à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel. Quelle contribution des médias ? Cas du Mali.

En d'autres termes, dans quelle mesure les médias peuvent-ils contribuer dans le processus d'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Mali ?

Nous avons donc décidé de réaliser notre recherche sur ce thème ; étude au terme de laquelle nous proposerons des recommandations à l'endroit de l'État, des organisations qui travaillent dans la consolidation de la paix et les médias afin d'accroître la contribution de ce derniers dans le processus d'éducation à la culture de la paix au Sahel.

1.2.2 Objectifs et hypothèses de l'étude

Pour mener à bien notre étude, nous avons formulé plusieurs objectifs et hypothèses.

L'objectif principal que nous visons dans le cadre de ce travail est de démontrer l'importance des médias dans le processus d'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Mali et de formuler des recommandations en vue de la construction de leur résilience face à la menace djihadiste.

De manière spécifique, il s'agira pour nous de :

- décrire le paysage médiatique malien et démontrer l'influence des médias sur les jeunes ;
- démontrer que le discours médiatique peut être utilisé comme alternative à l'extrémisme violent ;
- formuler des recommandations pour l'amélioration de la contribution des médias dans l'éducation à la culture de la paix.

Nos hypothèses se présentent comme suit :

- Hypothèse 1 : les médias ont une influence sur les jeunes au Mali,

- Hypothèse 2 : les médias peuvent contribuer à l'éducation à la culture de la paix et assurer la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent.

1.3 Collecte, traitement des données et interprétation des résultats

1.3.1 Méthodologie et outils de collecte des données

D'une manière générale, afin de mener à bien notre étude et de répondre aux questionnements, nous avons établi un plan de recherche qui nous a permis de collecter de nombreuses données. Pour parvenir à ce résultat, nous avons adopté une approche mixte qui offre l'avantage d'obtenir des résultats tant qualitatifs que quantitatifs.

D'une manière générale, nous avons articulé notre plan de recherche autour de trois axes majeurs, à savoir : la revue documentaire, les observations durant notre stage mais aussi celles issues de notre parcours professionnel d'homme de médias et enfin la réalisation de deux enquêtes respectivement au près des jeunes, des professionnels de médias et d'organisations de jeunes actives dans la consolidation de la paix.

Ainsi, la première phase consistant en une revue documentaire, nous a permis de recenser et de consulter les écrits sur les thèmes qui sont en lien avec notre sujet de recherche à savoir «l'influence des médias sur les jeunes», «l'éducation à la culture de la paix» et «la résilience face à l'extrémisme violent». Cette phase est restée transversale tout au long de notre étude. La seconde phase, celle de l'observation nous a permis d'appréhender l'influence des médias sur les jeunes dans les stratégies de lutte contre l'extrémisme violent. Ainsi, en plus de nos observations directes en tant que professionnel des médias, nous avons effectué un stage de dix (10) semaines au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), notamment au sein de la Direction Jeunesse et Education (DEJ). Ce stage nous a permis de faire une immersion au cœur de la stratégie mise en place par l'organisation pour venir à bout de la montée de l'extrémisme notamment dans le cadre de l'initiative « Libres Ensemble ». Enfin, la dernière phase, celle de l'enquête, a consisté en la collecte de données auprès des jeunes du Mali, des organisations de jeunes et des responsables de médias.

De manière spécifique, notre méthodologie s'est faite en fonction de nos hypothèses. Ainsi, pour la première hypothèse, libellée comme suit : «les médias ont une influence sur les jeunes au Mali», nous avons procédé à une étude quantitative (via un formulaire en ligne Google Doc en ligne) auprès d'un échantillon de soixante dix-neuf jeunes issus des dix régions⁶⁹ du Mali afin d'apprécier leur rapport avec les médias, notamment l'utilisation

⁶⁹ Une réforme territoriale est en cours au Mali depuis 2012, avant cette date, le pays ne comptait que 8 régions. Ainsi, sur les 19 régions que prévoit la loi N° 2012-017 du 02 mars 2012, à ce jour, seulement 10 régions sont en activité. Pour notre enquête, nous avons pris en compte ces 10 régions.

qu'ils en font, le temps qu'ils passent à suivre les médias et l'influence de ces derniers, sur eux.

Quant à notre seconde hypothèse, intitulée comme suit : « Les médias peuvent contribuer à l'éducation à la culture de la paix et assurer la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent », nous avons procédé à une étude qualitative à travers une recherche documentaire, notre expérience du stage et une enquête réalisée auprès de vingt cinq responsables de médias afin de recueillir leur avis sur le paysage médiatique malien et son apport à la promotion de la culture de la paix. Il est important de noter que parmi les responsables de médias avec qui nous avons échangé, il y a le responsable du *Studio Tamani* et le responsable de la radio du système des Nations unies au Mali, *Mikado FM*. Deux radios qui ont pour vocation d'accompagner le processus de paix.

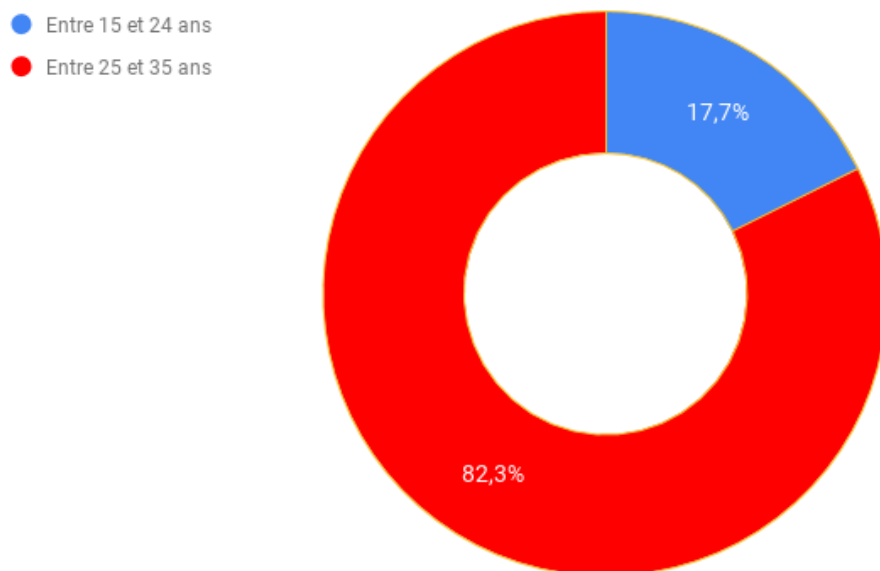
Pour la présentation et l'interprétation des données recueillies, nous avons utilisé le logiciel Microsoft Excel.

1.3.2 Traitements des données et interprétations des résultats

a. Résultat des réponses au questionnaire adressé aux jeunes

Le dépouillement des réponses au questionnaire adressé aux jeunes donne les résultats suivant :

Figure 2 : Age des personnes enquêtées



Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 1 : Région d'origine des personnes enquêtées

Région d'origine	Nombre de réponses	Pourcentage
Bamako	41	51,90%
Gao	5	6,33%
Kayes	4	5,06%
Kidal	1	1,27%
Koulikoro	6	7,59%
Ménaka	1	1,27%
Mopti	8	10,13%
Ségou	1	1,27%
Sikasso	6	7,59%
Tombouctou	6	7,59%
Total général	79	100,00%

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 2 : Le temps dédié quotidiennement aux médias par les jeunes

Combien de temps pouvez-vous passer à suivre les médias quotidiennement?	Nombre	Pourcentage
Entre 1 heure et 2 heures	35	44,30%
Entre 2 heures et 4 heures	19	24,05%
Entre 4 heures et 6 heures	10	12,66%
Plus	15	18,99%

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 3 : Impact des médias sur les jeunes

Pensez-vous que les médias peuvent avoir un impact sur votre comportement?	Nombre	Pourcentage
Non	13	16,46%
Oui	66	83,54%
Total général	79	100,00%

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 4 : Médias et éducation à la paix

Pensez-vous que les médias peuvent contribuer à l'éducation à la culture de la paix chez les jeunes ?	Nombre	Pourcentage
Non	6	7,59%
Oui	73	92,41%
Total général	79	100,00%

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Du tableau 1, on remarque le faible taux de participation des jeunes des régions de Kidal et Ménaka (1, 27%) ; cela s'explique par la crise sécuritaire et les difficultés liées à la connexion

internet dans ces régions, car, rappelons-le, nous avons fait cette enquête en ligne. Quant au tableau 2, on constate qu'environ 55% des jeunes interrogés consacrent plus de 2 heures par jour à suivre les médias. A la question de savoir si les médias ont un impact sur eux (tableau 3), on remarque que 83,54 % des jeunes répondent par l'affirmative. Par ailleurs, 92,41% des jeunes qui ont participé à notre enquête pensent que les médias peuvent contribuer à l'éducation à la culture de la paix (tableau 4).

Outre ces résultats présentés dans les tableaux ci-dessus, nous avons interrogé également les personnes enquêtées sur les médias qu'elles utilisent régulièrement pour s'informer. Il ressort que 91% d'entre elles affirment utiliser les réseaux sociaux pour s'informer, 64% utilisent la télévision, 40,5% la Radio et 32,9% la presse. Par ailleurs, seulement 7,6% se disent très satisfaites des informations données par les médias maliens, 49,5% sont assez satisfaites, 35,4% peu satisfaites et 7,6% pas du tout satisfaites. Si 87,3% des jeunes interrogés affirment être conscients que les médias peuvent inciter à l'extrémisme violent, 84,8% affirment avoir déjà constaté des messages qui incitent à la haine dans les médias.

b. Résultat du dépouillement des réponses au questionnaire adressé aux responsables de médias et d'associations

Le dépouillement des réponses aux questions ouvertes adressées aux responsables de médias et aux responsables d'organisations qui promeuvent la paix donne les résultats suivants⁷⁰ :

Tableau 5 : Impact des médias sur les jeunes

<p>Question : En tant que responsable de média/d'organisation de jeunes, quel impact ont les médias (Radios télévisions, presse écrite, nouveaux médias...) sur la jeunesse au Sahel ?</p>	<p>Réponses : Après croisement des différentes réponses obtenues, il ressort que les enquêtés dans leur majorité pensent que les jeunes sont beaucoup influencés par les informations qu'ils reçoivent à partir des médias. Ils sont presque unanime sur l'impact des médias surtout les nouveaux médias en ce sens qu'ils sont facilement accessibles et offrent la possibilité d'une interactivité. Ainsi, ils gagnent, de plus en plus, en influence auprès des jeunes. Toutefois, ils ne manquent pas de souligner que cette influence est à double tranchant.</p>
---	---

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

⁷⁰ La liste des médias ou des organisations dont les responsables ont été interrogés est disponible en *Annexe 1*

Tableau 6 : Médias et radicalisation des jeunes

<p>Question : Pensez-vous que les médias participent à la radicalisation des jeunes au sahel ? Pourquoi?</p>	<p>Réponses : Sans toutefois être catégoriques, les enquêtés ont reconnu que certains médias ont soit volontairement ou par contrainte, servi d'instruments de propagande aux mouvements extrémistes. Ainsi, si pour une partie des enquêtés, certains médias concourent à la radicalisation des jeunes (Ils pointent du doigt surtout les nouveaux médias), pour l'autre partie, «au contraire, ils participent à la sensibilisation en servant de rempart contre les idées des extrémistes. La crise malienne a illustré cette réalité. »⁷¹</p>
---	---

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 7 : Le traitement de la crise par les médias

<p>Question : Quel regard portez-vous sur le traitement de la crise malienne dans les médias ?</p>	<p>Réponses : Nos enquêtés, en dépit du fait qu'ils sont des responsables de médias, ne sont pas satisfaits du traitement de la crise par les médias locaux. S'ils reconnaissent dans la majorité les efforts fournis par les médias, ils déplorent le manque de profondeur dans le traitement des sujets, le manque de professionnalisme etc.</p>
---	---

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 8 : Place des médias et éducation à la culture de la paix

<p>Question : Quelle place accorde votre média ou votre organisation à l'éducation à la culture de la paix auprès des jeunes au Mali?</p>	<p>Réponses : Les responsables de médias interrogés affirment à quelques exceptions près avoir des programmes dédiés à la promotion de la paix et de la réconciliation. Quant aux responsables d'organisations, ils affirment pour la plupart que les médias occupent une place centrale dans leur campagne de promotions de la paix.</p>
--	--

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

Tableau 9 : Médias maliens et l'éducation à la culture de la paix

<p>Question : On sait que l'une des fonctions des médias est l'éducation. Pensez vous que les médias au Mali peuvent contribuer à l'éducation à la paix auprès des jeunes et renforcer ainsi leur résilience à l'extrémisme violent ?</p>	<p>Réponses : A cette question, nos enquêtés ont répondu à l'unanimité par l'affirmative. Ils sont tous d'avis que les médias peuvent jouer un rôle prépondérant dans l'éducation à la paix chez les jeunes mais pour y parvenir, il y a des impératifs à respecter qu'ils n'ont pas manqué de souligner. Ainsi, ils proposent entre autres initiatives, une formation des hommes de médias, un traitement professionnel, indépendant, équilibré de l'information et en donnant la parole aux jeunes etc.</p>
--	--

Source : Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

⁷¹ Citation tirée de la réponse de Djingo Karim, Directeur de Mikado FM, la radio du système des Nations Unies au Mali. Résultats des enquêtes, Auteur. Décembre 2018-Janvier 2019

1.4 Expérience du stage

Du 14 mai au 20 juillet 2018, nous avons effectué un stage au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à Paris. Au cours de ce stage au sein de la Direction Education et Jeunesse (DEJ), de ladite institution, nous avons assisté la responsable du projet «Libres Ensemble», une initiative lancée par l'OIF pour contrer la montée du radicalisme dans l'espace francophone.

1.4.1 Présentation de l'OIF et du stage à la Direction Education et Jeunesse

Créée le 20 mars 1970, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) est une institution regroupant 84 Etats et a pour vocation de promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ainsi que la paix, la démocratie et les droits de l'Homme dans l'espace Francophone.⁷²

Notre stage a été l'occasion pour nous d'appréhender la stratégie élaborée par l'institution pour venir à bout du repli sur soi, de l'extrémisme violent et ses corollaires à travers l'initiative «*Libres Ensemble*», un programme transversal mais qui est piloté par la Direction Education et Jeunesse (DEJ).

La DEJ est l'une des sept Directions que compte l'Organisation Internationale de la Francophonie. C'est au sein de cette Direction que nous avons effectué un stage de dix semaines. Elle assure la mise œuvre de la stratégie jeunesse de l'OIF à travers l'analyse, la veille, des prospectives et plaidoyer en matière d'éducation et de jeunesse. Elle met en œuvre également des programmes de renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunes (Volontariat International de la Francophonie, Initiative Libres Ensemble, la FIJEV etc.). Par ailleurs, elle apporte un appui aux Etats en matière de politiques de jeunesse, notamment en matière de stratégies nationales de volontariat.⁷³

1.4.2 Activités liées au Stage

Nos activités au sein de la Direction Education et Jeunesse (DEJ) de l'Organisation Internationale de la Francophonie consistaient essentiellement à assister la responsable du projet « *Libres Ensemble* ». Ainsi, pendant notre stage, nous avons pu effectuer les tâches suivantes :

⁷² «L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) - Organisation internationale de la Francophonie». <https://www.francophonie.org/L-Organisation-internationale-de-la-Francophonie-42707.html>. Consulté le 11 février 2019.

⁷³ «L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) - Organisation internationale de la Francophonie». <https://www.francophonie.org/L-Organisation-internationale-de-la-Francophonie-42707.html>. Consulté le 11 février 2019.

a. Mise en place d'une base de données des bénéficiaires des formations *Libres Ensemble*

De son lancement à aujourd'hui, plus de deux cent (200) jeunes ont été sensibilisés aux valeurs de l'initiative à Abidjan, Bruxelles, Paris, Rochefort, Nice, Bordeaux, La Rochelle, Tanger... Dans le souci de ne pas perdre de leurs traces, il était nécessaire de mettre en place une base de données avec les informations précises sur leur différente région de provenance, leur âge, leurs fonctions et leurs adresses. Cette base de données devrait servir de vivier pour la démultiplication des valeurs de l'initiative «Libres Ensemble».

b. Participation à l'élaboration de la stratégie des « Ambassadeurs Libres Ensemble»

Pour mieux structurer les actions isolées menées par les bénéficiaires des ateliers de sensibilisation et de formation des formateurs, il a été proposé d'élaborer une stratégie pour la mise en place des « Ambassadeurs Libres Ensemble». Son but est non seulement de proposer un cadre conceptuel et stratégique mais aussi de définir les moyens d'actions afin de donner plus de force à leur implication et d'ampleur à l'initiative «Libres Ensemble». Avec notre maître de stage, nous avons élaboré cette stratégie qui devrait être soumise au directoire pour validation.

c. Animation des Réseaux Sociaux de l'initiative «Libres Ensemble»

L'une de nos missions quotidiennes consistait également à animer les réseaux sociaux dédiés à l'initiative. En effet, pour donner plus de visibilité aux actions menées dans le cadre de l'initiative «Libres Ensemble», plusieurs plateformes de communication ont été mises en place. Il s'agit d'un site Internet (www.libresensemble.com), une page Facebook, un groupe Facebook dédié aux formateurs «Libres Ensemble» et un compte Tweeter. Nous étions chargés d'animer ces différentes plateformes.

d. Participation aux réunions de directions de la DEJ et à des réunions préparatoires de certains évènements

Pendant notre stage, nous avons participé à plusieurs réunions à la suite desquelles nous étions chargés de rédiger les comptes rendus. Ainsi, nous avons pris part aux différentes réunions hebdomadaires de la Direction Education et Jeunesse, aux réunions préparatoires des conférences sur le Dialogue Interculturel et Interreligieux de Fès, la conférence des jeunes qui devait se tenir à Genève en septembre 2018, à la rencontre préparatoire de l'arrivée de la frégate Hermione à Bordeaux, aux réunions préparatoires de la rencontre de Québec (10-11 juillet 2018), à la rencontre des représentants des pays membres pour l'adoption de la stratégie Jeunesse de l'OIF etc.

1.4.3 Acquis et perspectives pour la recherche

Le stage nous a permis d'avoir une meilleure compréhension de l'initiative «*Libres Ensemble*» et d'appréhender son évolution. L'expérience acquise nous permet aujourd'hui de mieux mesurer l'impact des médias, notamment les nouveaux médias dans la promotion des valeurs de paix et de vivre ensemble.

Avant le stage, nous n'avions qu'une idée générale de la thématique que nous voudrions aborder dans le cadre de notre mémoire. Le stage nous a permis de mieux cerner la problématique de la prévention de la radicalisation sous toutes ses formes, chez les jeunes, à travers la promotion de la culture de la paix en mettant à contribution les médias. Lancée en mars 2016 après une série d'attaques qui ont ciblé plusieurs capitales francophones, l'initiative «*Libres Ensemble*» était, à son entame, une vaste campagne médiatique et numérique qui visait à apporter une réponse aux discours de haine, par le biais de messages de paix, de solidarité, de tolérance et de vivre ensemble. Ainsi, elle a commencé par une vaste campagne de consultation en ligne. Les jeunes de l'espace francophone étaient alors invités à faire entendre leur voix en partageant sur les plateformes créées à cet effet (www.libresensemble.com, page Facebook, compte Tweeter, chaîne YouTube), des messages qui promeuvent le vivre ensemble.

Par ailleurs des partenariats ont été noués avec des médias, notamment le groupe France Médias Monde et TV5 Monde. La campagne a pu en deux années d'existence toucher plus de deux (2) millions de personnes et plus de 330 jeunes ont été formés aux valeurs de l'initiative et à la production de contre-discours et de messages positifs⁷⁴. Ce stage à l'OIF nous a donc été très bénéfique dans le cadre de notre recherche en ce sens qu'il nous a aidé à appréhender les médias comme une alternative à l'extrémisme violent.

⁷⁴ « Le projet. <http://www.libresensemble.com/index.php/a-propos>. ». Consulté le 11 février 2019.

2 Les médias, une alternative à l'extrémisme violent chez les jeunes au Mali

On sait que les médias sont à double tranchant. Ils peuvent être capables du meilleur comme du pire. Il sera dans cette partie question, de voir comment changer de paradigme afin que les médias servent d'alternative à l'extrémisme violent chez les jeunes. Ainsi dans un premier temps nous analyserons le paysage médiatique malien (2.1), ensuite nous verrons en quoi ces médias peuvent constituer une alternative à la propagande extrémiste (2.2).

2.1 Aperçu du paysage médiatique au Mali depuis l'avènement de la démocratie et de son impact sur la jeunesse

A l'image de la majorité des États africains francophones, il a fallu attendre l'avènement de la démocratie dans les années 1990 pour assister à un pluralisme au sens large du terme, dans le paysage médiatique malien. Même s'il y a eu quelques tentatives de la part de certains syndicats et partis politiques de créer des organes de presse pendant les dernières années de la colonisation⁷⁵ et durant les premières années des indépendances, elles n'étaient pas assez significatives. Le Mali qui a connu l'avènement de la démocratie à partir de 1991, ne fait pas exception à cette règle.

2.1.1 L'avènement de la pluralité des médias au Mali et les dérives

À son accession à l'indépendance, le Mali comptait un organe de presse, le Journal *L'Essor* et une radio nationale créée en 1957. De l'indépendance à 1968, date du coup d'État contre le premier président Modibo Keita, il y a eu plusieurs tentatives de création de médias par des syndicats et des partis politiques. Cependant, le coup d'état a freiné cet élan de pluralisme naissant. Ainsi, quand ils ne tombaient pas sous le contrôle de l'armée, les médias étaient contraints de déposer la clé sous le paillason.⁷⁶

À partir des années 1980, on assiste à une timide évolution. Ainsi, en 1983, Alpha Oumar Konaré lance une revue culturelle, le trimestriel *Jamana*, avec l'accord des autorités de l'époque. A la suite de *Jamana*, le bimensuel *les Echos* est lancé, cette fois-ci sans l'aval des autorités le 17 mars 1989. Contrairement au premier cité, *les Echos* se présente comme «la voix des sans voix» et touche en plus des sujets de société à la politique. Il devient alors une tribune de revendication du multipartisme. Toujours en 1989, un autre journal, *La Roue*,

⁷⁵ Rapport d'International Media Support (IMS), «Evaluation des médias: Les médias maliens divisés par le conflit», 2013, p 14.

⁷⁶ Ibid.

voit le jour. En 1990, deux autres publications sont créées. Il s'agit notamment de *L'Aurore* en février et du mensuel *Le Cauris* en juin.⁷⁷

Ces différentes publications joueront un rôle majeur dans l'avènement de la démocratie au Mali. Elles serviront notamment de fer de lance dans la contestation contre le régime de Moussa Traoré qui finira par être déposé le 26 mars 1991.

La période de transition se présente comme le temps de l'épanouissement des médias au Mali. Les dispositions légales et politiques leur confèrent, désormais, une large protection. La constitution du 25 février 1992 consacre en son article 7, la liberté d'opinion, d'expression et de presse en ces termes «La liberté de la presse est reconnue et garantie et l'égal accès pour tous aux médias d'Etat est assuré par un organe indépendant ; cet organe devra définir les lois qui assureront cet accès». Pour une meilleure garantie de cette liberté, le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) est mis en place en décembre 1992 avec pour mission principale de veiller aux «questions relatives aux garanties de la liberté de communication » et d'attribuer les fréquences⁷⁸. Par ailleurs, le 6 janvier 1993, une loi crée le Comité National de l'Egal Accès aux Médias d'Etat (CNEAM) ; son but est de promouvoir les médias (télévisions, radios, presse écrite) de service public. Ainsi, les médias se voient alors confier un rôle capital de formation, d'information et de veille démocratique.

Entre 1990 et 1993, une cinquantaine de titres de presse écrite sont créés⁷⁹. Cette période voit également l'avènement des radios privées. Ainsi, en septembre 1991, la première radio privée *Bamakan* est créée sans autorisation. Un mois plus tard, la radio *Liberté*, une radio commerciale, voit le jour. En 1992, intervient enfin la libéralisation des ondes. Suite à cela, de nombreuses radios sont alors créées à Bamako (radio Klédu, radio Kayira etc.) et dans toutes les localités du pays. On assiste à un boom des radios.⁸⁰

En 1999, la Maison de la Presse est mise en place. Sa mission consiste à s'occuper de la formation des professionnels et de s'assurer des conditions d'attribution de l'aide à la presse octroyé par l'Etat dont le montant en juillet 2000 s'élevait à 200 millions de francs.

Au début des années 2000, le Mali comptait environ 140 radios FM, commerciales ou associatives et une quarantaine de journaux dont sept (7) quotidiens selon le ministère de la communication et le Conseil Supérieur de la Communication.⁸¹

La radio est le média qui connaît le plus grand succès au Mali. Selon une étude réalisée par la Fondation Friedrich Ebert (FES), le taux d'accès à la transmission radiophonique avoisine les

⁷⁷ Perret, Thierry, «Médias et démocratie au mali, le journalisme dans son milieu», in *Politique africaine*, N° 97, 2005, p 18 à 32.

⁷⁸ « CSC (Mali) | REFRAM », http://www.refram.org/membres/Mali_CSC, Consulté le 28 janvier 2019.

⁷⁹ Perret, Thierry, «Médias et démocratie au mali, le journalisme dans son milieu», in *Politique africaine*, N° 97, 2005, p 35.

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Ibid.

90%⁸² sur l'ensemble du territoire. Cela s'explique dans un premier temps, par les facilités qu'offre la radio aux populations. En effet, il suffit d'avoir un poste radio pour accéder à une centaine de fréquences à l'échelle locale, nationale ou internationale et même sans l'électricité. En deuxième lieu, contrairement à la presse qui semble être un média d'élite nécessitant de savoir lire et, qui n'est distribuée que dans les grandes villes, les radios offrent une alternative avec des programmes en langue nationale. Dans un pays pauvre comme le Mali, où les taux d'électrification et d'alphabétisation sont faibles, ces facteurs sont assez importants. Ainsi, les radios jouent un rôle important d'alphabétisation.

En ce qui concerne la télévision, la chaîne nationale, créée en 1983, avec ses huit (8) stations régionales, est, pendant longtemps, restée l'unique chaîne de télévision du pays. Les populations les plus nanties arrivaient par le biais d'antennes paraboliques à capter des chaînes internationales. Cependant, à partir de 2015, une vingtaine de chaînes de télévisions privées sont créées sans autorisation. C'est dans ce contexte qu'intervient la création par la loi N °2015-018 du 4 juin 2015, la Haute Autorité de la Communication (HAC) avec pour mission de réguler le paysage médiatique. En fin 2018, le Mali comptait environ 500 radios, une quinzaine de chaînes de télévision et de nombreux sites d'information en ligne.⁸³ Parmi ces médias, on trouve notamment *Mikado FM*⁸⁴, la radio des Nations Unies au Mali et *Studio Tamani*⁸⁵ de la Fondation Hirondelle créée en 2013 et dont les lignes éditoriales s'articulent autour de la promotion de la paix.

2.1.2 Les médias et la consolidation de la démocratie malienne

Comme nous avons pu le constater ci-dessus, les médias maliens, notamment la presse, ont joué un rôle prépondérant dans l'avènement de la démocratie. Après la révolution populaire qui a vu la chute de Moussa Traoré le 26 mars 1991, ils seront les principaux animateurs de la nouvelle démocratie. Ayant très tôt pris conscience de l'importance des médias dans le processus de consolidation de la démocratie, Alpha Oumar Konaré, devenu président de la République, considère les médias, notamment comme «une interface privilégiée de dialogue social, nécessaire et même indispensable à la cohésion nationale et à l'adhésion des populations aux décisions qui les concernent, sinon les engagent. La radio est ainsi

⁸² Fondation Friedrich Ebert-Stiftung, Media in Cooperation and Transition GmbH (MiCT), «De l'utilisation des médias au Mali», 2015, P 13.

⁸³ Mali 7. «2ème session ordinaire de la HAC : Subtilité entre distribution de carottes et maniement du bâton - Mali 7», <https://mali7.net/2018/01/06/2eme-session-ordinaire-de-la-hac-subtilite-entre-distribution-de-carottes-et-maniement-du-baton/>, Consulté le 30 janvier 2019

⁸⁴ «MIKADO FM, la radio de la paix». MINUSMA, 16 juin 2015. <https://minusma.unmissions.org/mikado-fm-la-radio-de-la-paix>, consulté le 30 janvier 2019

⁸⁵ «A propos - Studio Tamani : Toutes les voix du Mali : articles, journaux et débats en podcast», <https://www.studiotamani.org/index.php/a-propos>, consulté le 30 janvier 2019.

l'instrument approprié de la participation démocratique.»⁸⁶ Durant donc la période allant des années 90 à 2012, les médias essayeront de jouer ce rôle de veille démocratique. Ainsi, ils participeront au rayonnement de la jeune démocratie malienne surtout pendant les périodes électorales en informant les populations pendant et après les scrutins. Mais aussi en jouant un rôle de veille en dénonçant des cas de corruption dans l'administration et certains cas de violation des droits humains. Des émissions en langues nationales conscientisent les populations sur la citoyenneté. Les revues de presse en langues nationales dans les radios informent les populations sur l'actualité du pays.

En jouant ce rôle de contre-pouvoir et de mobilisation de l'opinion publique, l'influence des médias, sur la population malienne s'agrandit de plus en plus. Ainsi, en dépit de la forte politisation et de l'amateurisme qui les caractérisent, les médias maliens sont parvenus, dans des conditions à bien des égards défavorables à contribuer au rayonnement de la démocratie malienne de 1990 à la fin des années 2000. À ce propos, Thierry Perret décrit les médias maliens en ces termes, «nonobstant leurs grandes imperfections, la promotion par les médias de la culture de la démocratie et des droits de l'homme n'est donc pas nulle. Tous exercent une fonction critique qui, pour être peu mesurée, n'est pas sans influence sur la société. Leur fonction d'alerte et d'information peut être importante(...) Les violations les plus flagrantes des droits de l'homme, les cas les plus notoires de corruption, les carences les plus graves des pouvoirs publics donnent lieu à des campagnes coordonnées des médias dont l'impact est manifeste.»⁸⁷.

Cet essor des médias a fait du Mali, pendant plus d'une décennie et jusqu'à l'avènement de la crise multidimensionnelle de 2012, un modèle en Afrique subsaharienne. Le classement mondial 2011-2012 de la liberté de la presse publié par Reporters Sans Frontières, classait ainsi le Mali au 25^{ème} rang des pays les plus respectifs de la liberté de la presse.⁸⁸

2.1.3 Les médias maliens face à la crise depuis 2012

Cependant, si l'on a assisté à une floraison des médias à partir de l'ouverture démocratique, le dogme de la liberté de la presse entretenu par les dirigeants et la société civile a eu raison du respect des règles de déontologie qui encadrent la profession. Beaucoup de journalistes et d'animateurs n'étaient en réalité que des amateurs formés sur le tas. Alors qu'un

⁸⁶ Mali : Propos mémorables : Alpha Oumar Konaré Président de la République (14 septembre 1993) ». Mali Actu, <https://maliactu.net/mali-propos-memorables-alpha-oumar-konare-president-de-la-republique-14-septembre-1993/>, Consulté le 30 janvier 2019.

⁸⁷ Perret, Thierry, «Médias et démocratie au mali, le journalisme dans son milieu», in *Politique africaine*, N° 97, 2005, p35.

⁸⁸ Liberté de la presse : cinq mention bien pour l'Afrique». JeuneAfrique.com (blog), 3 février 2012. <https://www.jeuneafrique.com/143137/societe/libert-de-la-presse-cinq-mention-bien-pour-l-afrique/>, consulté le 30 Janvier 2019.

instrument d'influence aussi important que les médias, entre les mains de personnes peu conscientes des effets de leur production sur la cohésion sociale, peut comporter des risques. Parlant de la presse malienne, Mamadou Kaba, ancien Directeur de l'Office de la Radio et de la Télévision au Mali (ORTM), affirme ceci «elle garde toujours ses deux visages : d'une part celui d'une presse dynamique et libre qui ne connaît ni censure ni saisie, ni arrestation et d'autre part celui d'une certaine presse qui se livre à des dérapages et des violations graves du droit, des libertés, de l'éthique et de la déontologie. Et cela en toute impunité»⁸⁹. Ce diagnostic décrit bien la situation des médias maliens. Si au début des années 1990, ces dérapages dus au non-respect de la déontologie et de l'éthique inquiétaient moins, à partir de la fin des années 1990, la situation devient de plus en plus inquiétante. Les radios privées se sont vues investir, en plus des hommes politiques à qui certains médias étaient affiliés, par d'autres acteurs. Ainsi, des leaders d'opinion et certains guides religieux s'en servent pour communier avec leurs fidèles⁹⁰ ou par des charlatans qui les utilisent pour promouvoir des produits mystiques, une pratique pourtant interdite par la constitution⁹¹. Ces temps d'antenne que les directeurs de radios n'hésitaient pas à accorder aux premiers venus sans se soucier du contenu du message à délivrer, permettaient aux radios d'avoir des ressources économiques pour assurer leur subsistance. Ces recettes qui s'apparentent aux ressources publicitaires et qui sont pourtant aléatoires constituent leur principale source de revenus. Leur nombre pléthorique et l'étroitesse du marché qui en découle font qu'ils ont du mal à assurer leur autonomie financière.

En août 2009, l'Assemblée nationale adopte un code de la famille et de la personne qui, sans proclamer l'égalité l'homme et la femme, accorde plus de droits à cette dernière. On assiste à un lever de boucliers des religieux. Les médias sont mis à contribution pour organiser le 22 août 2009, une grande manifestation de contestation dudit code. La manifestation est une réussite. Plus de 50.000 personnes investissent le plus grand stade de Bamako. Le président est contraint de renvoyer la loi pour une seconde lecture. La nouvelle loi adoptée en 2011

⁸⁹ Avenue, Committee to Protect Journalists 330 7th, 11th Floor New York, et Ny 10001. « Mali's Press: The Paradox of Its Two Faces, <https://cpj.org/blog/2010/08/malis-press-the-paradox-of-its-two-faces.php>, ». Consulté le 28 janvier 2019.

⁹⁰ Institut Panos, « Pluralisme médiatique en Afrique de l'Ouest : 10 années pour tout changer », in *Les Cahiers du journalisme* N° 9, 2001, p68.

⁹¹ Le code pénal malien prévoit des sanctions contre le charlatanisme en son article 281, qui stipule : «Quiconque se sera livré à des pratiques de sorcellerie, magie ou charlatanisme, susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte aux personnes ou à leur propriété, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement sans préjudice, le cas échéant, des peines de l'escroquerie ». Paragraphe 6 du code pénal du Mali portant sur : de la sorcellerie-de la magie-du charlatanisme.

abandonne une bonne partie des avantages accordés aux femmes et consacre la supériorité des hommes sur les femmes en ces termes «la femme doit obéissance à son mari»⁹².

En 2011, pendant le conflit libyen, plusieurs touaregs d'origine malienne dont certains engagés depuis des années dans l'armée de Mouammar Kadhafi, reviennent au Mali avec armes et bagages. Le pouvoir envoie des émissaires pour les rencontrer. La mission dite «d'écoute et d'apaisement» a pour but de faciliter le désarmement afin de ne pas dégrader la situation sécuritaire. Au cours des rencontres, des vivres et une somme de 50.000 000 de FCFA sont distribués entre les déplacés.⁹³ L'affaire fait les choux gras de la presse. Certains n'hésitent pas à accuser le régime de duplicité avec les rebelles. Quand le MNLA est créé en début 2012 et que les attaques se multiplient, les rumeurs faisant état de la complicité du chef de l'Etat avec les rebelles continuent. Certaines radios privées en font un large écho.

En février 2012, les combats gagnent en intensité et un important camp de l'armée, celui de Aguelhoc tombe entre les mains de la coalition armée, une centaine de soldats sont exécutés. Le président dans son discours à la nation appelle au calme et à éviter les amalgames. Pendant ce temps, on pouvait entendre sur les ondes de certaines radios, dans des émissions interactives, des interventions sur fond d'amalgame tendant à assimiler les rebelles à la communauté touarègue. Des boutiques et appartements, appartenant à des familles touarègues à Bamako et à Kati sont ainsi saccagés lors d'une manifestation⁹⁴. En outre, exacerbées par les pertes de leurs proches, les femmes de la ville garnison de Kati manifestent aux abords du palais présidentiel. Le lendemain, le 3 février, elles sont reçues par le président. Les mêmes thèses véhiculées par les radios privées sont reprises par les femmes à savoir que le président est le «chef des rebelles». Le 8 mars 2012, lors de la célébration de la journée internationale de la femme, Amadou Toumani Touré s'adressant aux femmes dit, «Faites attention, il y a des choses qui sont dites dans les radios ici au Mali qu'on ne pourrait jamais dire ailleurs. Elles vont même jusqu'à affirmer que les soldats au front ont appelé pour dire ceci ou cela alors que ce n'est pas vrai. Ces radios méritent d'être fermées mais nous ne le ferons pas. Ce sont des déstabilisateurs du pays, de la nation».⁹⁵ C'est dans ce contexte qu'intervient un coup d'Etat le 22 mars 2012. Là encore, les médias joueront un rôle important. L'une des principales cibles des putschistes, après le palais

⁹² «Le nouveau Code de la famille malien : droits fondamentaux bafoués, discriminations consacrées». Mouvement mondial des droits humains, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/Le-nouveau-Code-de-la-famille>. Consulté le 30 janvier 2019.

⁹³ «Afribone.com : Accueil des Maliens de Libye des régions de Gao et Kidal : 50 millions de FCFA et 70 tonnes de riz offerts par ATT», <https://afribone.com/?Accueil-des-Maliens-de-Libye-des>. Consulté le 30 janvier 2019.

⁹⁴ «Les Touaregs de Bamako chassés par la peur» <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/09/01003-20120409ARTFIG00430-les-touaregs-de-bamako-chasses-par-la-peur.php>. Consulté le 30 janvier 2019.

⁹⁵ Extrait d'une vidéo en langue nationale, traduit par l'auteur, disponible sur Youtube : Mamadou KONATE. 8 Mars 2012: ATT remercie les femmes. https://www.youtube.com/watch?v=E9_Fr-CCX6U. Consulté le 28 janvier 2019.

présidentiel, c'était le siège de la télévision et de la radio nationale. D'ailleurs, c'est à travers ces dernières que le coup d'Etat sera confirmé.

La crise de 2012 a eu un impact important sur les médias au Mali. Pendant cette période, dans les zones sous contrôle des groupes armés, beaucoup de médias, notamment les radios ont dû fermer, les rares qui restaient, étaient contrôlés par les mouvements armés en présence comme instrument de propagande. Au sud, les pressions exercées par les putschistes ont amené certains journalistes à pratiquer l'autocensure. Comme indiqué dans le rapport d'International Media Support (IMS), de façon générale, les journalistes maliens étaient incapables d'informer correctement les populations sur la crise. Ils ne pouvaient pas vérifier les informations et étaient obligés de reprendre les médias internationaux. Aujourd'hui, la situation n'a pas beaucoup évolué, les conflits communautaires qui se sont greffés à la crise malienne ont montré les limites des médias maliens dans le traitement d'informations justes et impartiales. Quand ils ne sont pas partiaux, ils se font colporteurs de rumeurs, d'informations non vérifiées ; ce qui est à même de jeter de l'huile sur le feu dans une situation déjà explosive. À ce propos, interviewé par la radio *Deutsche Welle*, l'analyste malien Moussa Sidibé, affirmait que «l'aspect ethnique est surtout exacerbé par les médias locaux.»⁹⁶ Ainsi, on continue à assister à des manquements graves au respect de la déontologie et de l'éthique dans le traitement de sujets aussi sensibles que ceux relatifs à la crise intercommunautaire dans le centre du pays. La HAC déploie peu à peu sa stratégie pour mettre de l'ordre dans ce paysage médiatique mais le défi reste énorme.

Contrairement à la télévision, la radio et la presse qui sont plus ou moins faciles d'être soumises au contrôle de la HAC, les nouveaux médias, sur lesquels les jeunes maliens se connectent de plus en plus, sont une source de préoccupation particulière, surtout à l'ère des infos. En effet, plusieurs informations qui ont fait le buzz sur la toile malienne se sont révélées fausses comme ce fut le cas au lendemain des élections présidentielles de 2018, où des images de conflits dans d'autres pays étaient partagées sur les réseaux sociaux pour illustrer des émeutes imaginaires dans les rues de Bamako et à l'intérieur du pays⁹⁷. Des images et vidéos provenant d'autres pays et sorties de leur contexte sont aussi couramment partagées dans les groupes whatsapp au Mali. Le cas le plus célèbre est une vidéo montrant l'exécution, par des hommes en treillis militaires, de plusieurs femmes et enfants. Cette vidéo avait été partagée dans plusieurs groupes, suivi de commentaire en langues française, bambara et peulh. On pouvait entendre dans ces commentaires que l'exaction avait eu lieu au Mali et que les hommes en treillis étaient des militaires maliens et

⁹⁶ Welle (www.dw.com), Deutsche. Mali : le gouvernement s'implique pour résorber le conflit entre Peuls et Dogons | DW | 26.06.2018, <https://www.dw.com/fr/mali-le-gouvernement-simplique-pour-r%C3%A9sorber-le-conflit-entre-peuls-et-dogons/a-44390851>, Consulté le 3 février 2019.

⁹⁷ «Attention aux vieilles photos qui attisent la haine après les élections au Mali». Les Observateurs de France24, <https://observers.france24.com/fr/20180817-attention-intox-vieilles-photos-haine-elections-mali-ibk-soumaila-cisse>, Consulté le 3 février 2019.

les victimes, des membres de la communauté peule. Il s'est avéré plus tard selon *les observateurs de France 24* que cette scène avait plutôt au Cameroun⁹⁸. Ces pratiques sont de nature à accentuer les clivages entre les communautés, à alimenter davantage les conflits qui en découlent et à installer un climat de méfiance entre les populations et l'armée.

2.1.4 Les jeunes maliens face aux médias

Comme nous avons pu le constater lors de notre enquête, les jeunes maliens sont de très grands « consommateurs » des médias. S'ils les utilisent pour se distraire, ils les utilisent également comme canaux d'information. Ayant peu de confiance dans les médias d'État, les médias privés sont devenus leurs sources d'information par excellence. Si dans les grandes villes du pays, la facilité d'accès aux télévisions étrangères fait qu'ils ont une préférence pour ces chaînes, à l'intérieur et dans les zones reculées, la radio reste très populaire. D'ailleurs, ces dernières années, les événements qui ont plus mobilisé la jeunesse malienne ont vu la participation de deux médias principalement, devenus aujourd'hui essentiels, à savoir : la radio et les nouveaux médias.

Aujourd'hui, à l'instar de leurs homologues du monde entier, les jeunes maliens participent à la conversation mondiale. Ils se mettent, de plus en plus, en réseaux et interagissent. L'avènement d'Internet a brisé les barrières et mêmes ceux qui n'ont pas été scolarisés, mais qui sont dans des zones couvertes par internet, parviennent à utiliser les nouveaux médias. Ils ont une grande influence sur l'opinion des jeunes. D'ailleurs, pendant les manifestations, ils s'en servent pour mobiliser davantage.

L'un des leaders les plus influents de la jeunesse malienne aujourd'hui, Mohamed Youssef Bathily alias *Ras Bath* a forgé sa notoriété à partir de la radio et des médias sociaux. En effet, le 15 août 2016, l'animateur radio est arrêté au moment où il se rendait au studio pour animer son émission «Cartes sur table», un programme radiophonique dans lequel il dénonce les présumés cas de corruption, de violation de droits de l'homme, des dérives au niveau étatique etc. Le thème du jour portait sur des cas supposés de détournement au sein de l'armée. Au cours de son arrestation, il publie ce message sur son compte Facebook «Au moment où je publie ces notes, je devrais être en route pour la radio, mais malheureusement, je suis en route pour le camp I... Des militaires sont venus... Votre émission « *Cartes sur Table* » n'aura pas lieu ce soir ou n'aura plus jamais lieu.»⁹⁹. À la suite de cette publication, de nombreux partisans de l'animateur sont descendus dans la rue pour

⁹⁸ « Journal de l'Afrique - Cameroun : enquête ouverte après une vidéo qui accuse l'armée d'exactions ». France 24, 12 juillet 2018. <https://www.france24.com/fr/le-journal-afrique/20180712-2018-07-12-2244-le-journal-lafrique>.

⁹⁹ «Mali : un phénomène nommé Ras Bath». JeuneAfrique.com (blog), <https://www.jeuneafrique.com/467388/politique/mali-un-phenomene-nomme-ras-bath/>, 21 août 2017.

manifester. Le jour de sa comparution, une autre grande manifestation est organisée, au cours de laquelle le tribunal de la commune IV de Bamako est saccagé.

À l'image de Ras Bath, les réseaux sociaux ont fait émerger de nombreux leaders d'opinion « influenceurs » qui se comportent comme de véritables informateurs sur les différentes plateformes. Les informations qu'ils véhiculent ont souvent plus de crédits aux yeux des jeunes que celles données par les médias traditionnels. Le danger avec cette pratique est que ces informations ne sont pas soumises aux mêmes rigueurs de traitement comme les médias traditionnels. Cela débouche bien souvent sur la circulation d'informations fausses/des fake news, qui peuvent porter préjudice à la cohésion sociale.

Certains groupes extrémistes ont bien compris l'avantage qu'offrent ces médias nouveaux qui échappent pour le moment à tout contrôle et n'hésitent pas à les utiliser comme canaux de communication. C'est ce que décrit Aliou Diallo, un jeune originaire de la région de Mopti, au centre du Mali, qui a participé à notre enquête, à travers cette affirmation : «Je pense qu'il faut trouver un moyen pour contrôler les groupes WhatsApp. Il y a trop de messages haineux. C'est là-bas que les extrémistes s'expriment à travers les messages vocaux et arrivent à toucher beaucoup de personnes qui ne savent pas lire».¹⁰⁰ En effet, comme le souligne Aliou, les groupes extrémistes, pour diffuser leur message, n'hésitent pas à saisir la facilité de communication qu'offrent les nouveaux médias. Ainsi, les messages vocaux envoyés via ces plateformes, en langues locales, atteignent même les personnes qui ne savent ni lire et ni écrire. On retrouve cette même thèse dans le dernier rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, en ces termes «depuis que sa Katiba est active, Koufa, à travers des enregistrements sonores qui circulent via le réseau de téléphonie WhatsApp, a entrepris d'instrumentaliser la colère sociale»¹⁰¹.

L'impact de ces nouveaux médias sur les populations, notamment les jeunes, est tel que lors des différentes manifestations, les autorités n'hésitent pas à censurer le réseau Internet, comme ce fut le cas pendant les manifestations contre la révision constitutionnelle.¹⁰²

Cet impact des nouveaux médias sur les populations maliennes surtout les jeunes qui en sont les principaux utilisateurs n'est, qu'à ses débuts, vu la forte croissance du taux de pénétration internet qu'il enregistre. Selon le rapport *Global Digital* de 2018 de « *We Are Social* » et « *Hootsuite* », le Mali était à la tête du top 3 de pays africains ayant enregistré le

¹⁰⁰ Aliou Diallo était membre de plusieurs groupes WhatsApp, qu'il a quitté par peur d'être fiché et assimilé à des groupes terroristes.

¹⁰¹ FIDH/AMDH, «Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme», https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf

¹⁰² «Réseaux sociaux : Facebook bloqué, les Maliens expriment leur colère - Studio Tamani : Toutes les voix du Mali : articles, journaux et débats en podcast», <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/11921-reseaux-sociaux-facebook-bloque-les-maliens-expriment-leur-colere>, Consulté le 1 février 2019

plus fort taux de pénétration Internet en un an, avec un taux de 460%, soit environ 12 480 176 abonnés Internet et 1 500 000 d'abonnés sur Facebook¹⁰³.

2.2 Les médias, une alternative à la propagande extrémiste

Dans cette partie, il sera question d'appréhender le rôle que les médias sont susceptibles de jouer pour amener les jeunes à s'éloigner des idéologies radicales et à assurer leur résilience face à l'extrémisme violent.

2.2.1 Les médias comme outils de cohésion inter et intra communautaire

Quand des communautés qui ont toujours vécu en bonne intelligence depuis des lustres, en mettant en place des systèmes ingénieux pour le règlement des conflits et préserver ainsi la cohésion sociale, en arrivent à s'entredéchirer, comme on le voit au centre et au nord du Mali, c'est qu'il y a eu une rupture du dialogue social. Dans ces conditions, on ne peut arriver à asseoir une paix durable, sans le retour de la confiance et pour qu'il y ait cette confiance, il faut que les populations aient des espaces d'échanges, de communication. Les médias, notamment les radios communautaires qui sont nombreuses dans ces zones, peuvent être d'un grand apport dans l'atteinte de cet objectif. Car, comme le souligne l'Unesco, «la radio communautaire cherche à éduquer et divertir, à informer et amuser, à créer un grand espace de rassemblement pour permettre aux auditeurs de communiquer entre eux mais aussi d'interpeller les pouvoirs politiques.»¹⁰⁴. Au centre du Mali, certaines radios se sont déjà inscrites dans cette logique et ont pu bénéficier d'un accompagnement de la MINUSMA pour l'élargissement de leur fréquence. Cependant, ces actions ne doivent pas être des cas isolés, les autres radios et médias du pays doivent aussi être amenés à jouer leur rôle. Car, comme l'affirme cet habitant de la région de Mopti, «la radio change nos vies. Cela nous donne le sentiment de faire partie d'une société. Nous pouvons nous tenir au courant de ce qui se passe ici. Nous recevons des nouvelles régionales, nous recevons des nouvelles locales, nous entendons des messages»¹⁰⁵.

Quand on sait que l'influence des médias peut être à double tranchant, pour atteindre ce résultat, il faut éviter certaines erreurs, comme celles que relève Kéita Mama, un de nos

¹⁰³ «Africa Internet User Stats and 2018 Population by Country». <https://www.internetworldstats.com/africa.htm#ml>, Consulté le 1 février 2019.

¹⁰⁴ «Le rôle des médias communautaires | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture», <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009001/themes/the-role-of-community-media/>, Consulté le 2 février 2019.

¹⁰⁵ «Les radios communautaires, des acteurs pour la paix dans le centre du Mali». Nations Unies Maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org/fr/les-radios-communautaires-des-acteurs-pour-la-paix-dans-le-centre-du-mali>, Consulté le 2 février 2019.

enquêtés, «ici au Mali, le grand problème est que les médias ne cessent de se contredire. Rien de ce qu'ils disent n'est basé sur du concret, presque tout est supposition, car ils ne partent pas sur le terrain et ne font que copier-coller ce qu'ils apprennent par d'autres comme eux aussi qui n'ont fait que copier-coller »¹⁰⁶.

2.2.2 *Les médias comme canaux de promotion des valeurs culturelles*

Les conflits sont des périodes pendant lesquelles le tissu social se trouve largement effrité. Cependant, les valeurs culturelles d'antan peuvent servir d'instruments pour les recoudre. Une vulgarisation de ces valeurs notamment par le biais des médias peut contribuer à l'apaisement et au rétablissement de la paix. Le Mali est le creuset d'une vieille et riche civilisation dont, comme le souligne Ambroise Dakouo, «un «capital» et un patrimoine culturel a permis le maintien du lien social, de prévention et de gestion des conflits». Ce qui a sans doute, «permis d'assurer durablement «le vivre ensemble» entre des populations diverses aux coutumes variées et a aussi favorisé l'intégration de différentes communautés sur la base des complémentarités érigées en véritable valeur de société.»¹⁰⁷ Au titre de ce patrimoine, nous avons la *parenté à plaisanterie* que nous avons précédemment évoqué et qui est présente sous différentes formes chez tous les groupes ethniques du Mali. Ce capital constitue bien évidemment un grand atout dans la situation actuelle du pays, à condition de savoir l'utiliser. Face au discours de haine, d'intolérance et de repli sur soi, les médias peuvent puiser dans ces valeurs culturelles locales des discours alternatifs à ceux véhiculés par les groupes extrémistes. Ces valeurs qui prônent le vivre ensemble peuvent être promues auprès des jeunes, par le biais de la télévision, la radio, la presse et les nouveaux médias afin que ceux-ci les adoptent et qu'elles renforcent leurs sentiments d'appartenance à la société. La méconnaissance de sa culture, des valeurs sociétales locales, ajoutée à l'analphabétisme peut renforcer la vulnérabilité face à l'extrémisme violent. Ainsi, vu l'impact de la culture dans la construction sociale des jeunes et le rapport de ces derniers avec les médias, ceux-ci peuvent être des instruments de promotion du patrimoine culturel local.

2.2.3 *Les médias comme moyen d'expression, de veille citoyenne et de revendication non-violente*

Les médias, du fait de leur capacité de mobilisation de l'opinion publique, d'alerte et d'interpellation constituent, pour les jeunes sahéliens, une tribune pour se faire entendre et

¹⁰⁷ Dakouo, Ambroise, *les pratiques du dialogue intercommunautaire pour la paix et la réconciliation au Mali*, Bamako, 2016, p10.

sortir de l'isolement. Une frustration extériorisée peut constituer un début de solution mais une personne frustrée qui se replie sur elle-même, devient plus vulnérable à la manipulation et à l'endoctrinement. Un jeune désespéré ne cherche souvent qu'une oreille attentive pour l'écouter et lui proposer des solutions à ses préoccupations. Ainsi, dans les localités où la présence de l'État fait défaut et où les populations se sentent abandonnées, les médias, en leur donnant la parole, leur permettent de se faire entendre et de mieux faire connaître leurs réalités. Ce rôle de veille citoyenne que les médias permettent aux populations de mener, constitue une forme de résistance à l'extrémisme violent.

Au centre du Mali, certaines organisations de jeunes, notamment les associations *Kisal*¹⁰⁸, *Gina Dogon et Tabital Pulakou*¹⁰⁹, l'ont bien compris. En effet, à travers différentes plateformes sur les réseaux sociaux, ils répertorient les cas d'enlèvements et les menaces d'attaques et publient des messages pour alerter l'opinion publique. Si l'on soustrait le caractère communautaire et certains commentaires incitant à la haine qu'on peut y trouver souvent, ces plateformes constituent de véritables tribunes dont les échos peuvent permettre d'éviter le pire. Par ailleurs, les organisations de jeunes, en plus des nouveaux médias, organisent, à chaque fois que la situation le nécessite, des conférences de presse pour exprimer leur colère et se faire entendre par les gouvernants ou appeler à l'apaisement. Cette opportunité que les médias leur offrent, leur permet de faire entendre la voix de leurs homologues qui se trouvent dans les zones d'insécurité. Se faisant, ils permettent à ces derniers de sortir de leur isolement et de se sentir soutenus.

2.2.4 Les médias pour rétablir la confiance entre les jeunes, les représentants de l'État, l'armée et les forces internationales

Il est clair que la crise qui secoue le Mali, depuis 2012, a fortement impacté les rapports entre l'armée et les populations, notamment les jeunes dans les zones de conflits. Les différents rapports publiés périodiquement par les organisations nationales et internationales de protection des droits de l'homme telle que l'Association Malienne des droits de l'Homme (AMDH) et la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), dépeignent bien cette précarité. Ces organisations ont, à maintes reprises, épinglé l'armée nationale dans leurs différents rapports. Cela n'est pas sans conséquence sur les relations entre les populations et l'armée dont le rôle est de veiller sur la sécurité des personnes et de leurs biens. Alors qu'il est évident que sans une franche collaboration entre ces entités, la lutte contre les groupes extrémistes sera difficile à mener. Il est donc impératif de rétablir la confiance avec toutes les parties impliquées dans la recherche de solution à

¹⁰⁸ « (9) Kisal - Accueil ». <https://www.facebook.com/kisalobs/>, Consulté le 2 février 2019.

¹⁰⁹ « (3) Jeunesse Tabital Pulaaku - Mali - Accueil ». s. d. <https://www.facebook.com/Jeunesse-Tabital-Pulaaku-Mali-328349871075841/>. Consulté le 11 février 2019.

cette crise. Il s'agit notamment de l'État, de l'armée, des forces internationales, de la population etc. Dans un tel contexte, pour rétablir la confiance, la communication entre les différentes parties est plus que nécessaire et les médias peuvent y jouer un rôle prépondérant.

En effet, mieux outillés et impliqués dans cette démarche, les médias peuvent servir d'interface entre l'Etat, l'armée, les forces internationales et les populations, en relayant à la fois les revendications des populations en matière de sécurité et en mobilisant ces dernières à plus d'engagement citoyen. Il faudrait pour se faire créer dans le cadre de la gouvernance du secteur de la sécurité des mécanismes de collaborations entre les acteurs des médias et les forces de sécurités en présence.

3 Recommandations

Dans cette partie, nous ferons des recommandations qui visent à accroître la contribution qualitative des médias dans l'éducation à la culture de la paix chez les jeunes au Mali et dans leur résilience face à l'extrémisme violent chez les jeunes. Ces recommandations s'adressent tant à l'Etat, qu'aux patrons de médias et aux organisations qui œuvrent pour la consolidation de la paix au Mali.

3.1 Amélioration de l'offre médiatique

Pour que les médias puissent contribuer à l'éducation à la culture de la paix, il est évident qu'il faut que le contenu de l'offre médiatique soit de qualité et orienté vers l'atteinte de cet objectif. Or, si l'on s'en tient à nos constats à travers les enquêtes que nous avons menées et nos observations en tant que professionnel des médias, nous sommes loin de cet objectif. Ainsi, pour améliorer le contenu médiatique, nous proposons à l'État, aux organisations qui œuvrent pour la consolidation de la paix et aux organes de médias de:

- ✓ Soutenir la création de programmes d'éducation religieuse dans les médias et encourager la prise de parole des religieux pacifiques afin que ceux-ci servent aux jeunes, des discours alternatifs aux messages des extrémistes. La population malienne est à plus de 90% musulmane. Pendant des décennies, l'islam, qui y était pratiqué, était très modéré. Il a fallu attendre les années 2000 pour constater une radicalisation chez certains religieux. «Le fait religieux est une réalité incontournable au Mali. L'objectif désormais est d'en faire une force stabilisatrice.»¹¹⁰ Ainsi, les programmes qui découleront de cette initiative permettront d'apporter une contradiction afin de discréditer les discours extrémistes qui sont aux antipodes des valeurs religieuses locales ;
- ✓ Encourager la création et la diffusion de contenus promouvant les valeurs culturelles nationales relatives à l'altérité et la cohésion sociale. Il s'agira de décliner ces valeurs sous forme de dessin animé, de courts et longs métrages, de documentaires, de séries etc. Cela permettra aux jeunes de se réapproprier leur histoire et de développer le sentiment d'appartenance à la société ;

¹¹⁰ International Crisis Group, «Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction», in *Rapport Afrique N°249* | 18, Bruxelles, 2017, Pii

- ✓ Revaloriser et diffuser dans les médias, notamment la radio qui demeure le plus populaire au Sahel et les nouveaux médias, les contes et légendes traditionnels dans les langues locales (N'ziri et *maan* en mandingue). Ces contes sont généralement construits autour de légendes qui célèbrent des héros qui se sont investis pour leur communauté et se terminent toujours par une moralité. Il arrivait que certains jeunes s'en inspirent et les adoptent comme valeurs. Ainsi, ils ont pendant longtemps été prisés par les jeunes de l'espace sahélien. Malheureusement, ils ont tendance à disparaître. Les remettre au goût du jour et les diffuser dans la situation actuelle, pourrait amener les jeunes, à mieux s'approprier les différentes cultures de leur pays, ce qui est susceptible de renforcer leur résilience à l'extrémisme violent ;
- ✓ Augmenter dans les médias, les cadres d'échanges (émissions interactives, débats etc.) entre les jeunes afin qu'ils puissent donner leur point de vue et débattre des problématiques liées à l'extrémisme violent et à la paix ;
- ✓ Bannir les relents ethniques dans les différentes communications institutionnelles (communiqués du gouvernement et des institutions nationales telles que l'armée) et faire attention à leurs usages dans les productions journalistiques. Citer une telle ethnie dans une communication ou un reportage, renforce les clichés et les stéréotypes et peut conduire à l'amalgame.

3.2 Renforcement des capacités des médias et des hommes de médias

Pour que les productions des médias soient de qualité, il faut que les hommes de médias soient mieux outillés pour mener à bien leurs activités. Pour cela, nous préconisons de :

- ✓ Créer un réseau de «journalistes de paix»¹¹¹. Le manque de journalistes spécialisés dans les rédactions, est l'une des raisons qui peut expliquer certaines insuffisances dans le traitement de l'information que nous constatons au Mali. Encadrer des journalistes issus de différentes rédactions afin qu'ils soient des journalistes de paix et les mettre en réseau en vue de constituer un vivier de professionnels des médias

¹¹¹ Le concept de « journaliste de paix » a été développé par le sociologue norvégien, Johan Galtung, à sa suite, d'autres chercheurs notamment le journaliste canadien Ross Howard ont contribué à promouvoir ce concept. Ce dernier, distingue ainsi : « le « journalisme proactif » (cherchant délibérément à influencer les attitudes et les perceptions du public en présentant des alternatives pacifiques), le « journalisme sensible au conflit » (évitant de se focaliser sur le facteur ethnique dans son analyse et cherchant à identifier les causes réelles des conflits et à souligner les efforts de règlement de la crise), le « journalisme de paix » (qui adopte une éthique favorisant la paix comme alternative à la guerre, mettant en évidence les points communs des parties en conflit) », *in Médias et conflits*, Marie-Soleil Frère, Irénées, http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-131_fr.html, Consulté le 18 février 2019.

qui s'éloignent du sensationnel et dont les démarches visent à présenter aux populations des productions qui les amènent à réfléchir sur les racines de la situation actuelle, sur la tolérance, le pardon, la dignité humaine et le vivre ensemble ;

- ✓ Renforcer les capacités des journalistes et des blogueurs. Depuis 2012, plusieurs foras et ateliers de sensibilisation sur le traitement médiatique en période de crise ont été organisés à l'endroit des journalistes et blogueurs maliens. Mais on continue à assister à certaines pratiques qui n'honorent pas la profession. Il est donc important de multiplier les cadres d'échanges avec les journalistes autour des questions relatives à la production journalistique en situation de conflit ;
- ✓ Offrir des bourses d'études aux journalistes pour le perfectionnement. Beaucoup de journalistes maliens ont été formés sur le tas, souvent au détriment des règles de déontologie et d'éthique. Octroyer des bourses à des journalistes pour renforcer leur capacité permettra de relever le niveau de la pratique journalistique au Mali ;
- ✓ Organiser des événements visant à encourager les hommes de médias qui se seront illustrés par leur engagement en faveur de la paix.

3.3 Education aux médias chez les jeunes et vérifications des fausses informations

L'information est à portée de main dans les pays du Sahel, notamment au Mali, depuis la libéralisation des ondes. Aujourd'hui, cet effet a été amplifié avec l'avènement du numérique. Ainsi, le nombre d'informateurs (blogueurs, activistes, propagandistes etc.) de tous genres s'est multiplié. Sans formation adéquate de journaliste et, pour certains, motivés par des idéologies radicales, ils n'hésitent pas à diffuser des fausses informations qui malheureusement sont prises au sérieux par les jeunes. Quant on sait que notre pensée est déterminée en grande partie par les informations que nous recevons, outiller les jeunes afin qu'ils puissent faire face à ce phénomène est une nécessité. Il s'agit donc de:

- ✓ Instaurer dans les programmes scolaires, un curricula dédié à l'éducation aux médias et à l'information. Cela permettra aux jeunes d'être outillés afin de mieux décortiquer et réagir aux informations qu'ils reçoivent ;
- ✓ Encourager la création de programmes dédiés à l'éducation aux médias dans les médias. En effet, en plus de l'éducation des médias par le biais de l'école, vu que nous sommes dans un espace où le taux d'analphabétisme est conséquent et que le nombre de médias notamment les radios, est élevé, il faudra penser à créer des émissions radiophoniques et télévisuelles destinées à l'éducation aux medias ;

- ✓ Créer un centre de fact checking (vérification des faits). Avec les nouveaux médias, nous assistons à une floraison d'infox/*Fake news*. Certaines de ces informations sont tellement bien élaborées qu'elles sont assimilables, au premier abord, à de l'information vraie. Pourtant, en plus d'être fausses, elles peuvent avoir un impact sur la cohésion sociale et le vivre ensemble. Ainsi, le centre de *Fact checking* aura pour tâche principale de vérifier la véracité des informations afin de contrecarrer les contre-vérités.

3.4 Mobilisation et sensibilisation des jeunes sur l'usage des nouveaux médias

La stratégie des gouvernants face à l'influence des nouveaux médias consiste généralement à censurer Internet, notamment pendant les manifestations. Cela ne représente qu'une solution éphémère. Pour un meilleur usage de ces médias, il faut :

- ✓ Créer une communauté en ligne dont les membres seront engagés dans la promotion de la paix, la liberté, la tolérance, la solidarité. Ils pourront organiser des campagnes de sensibilisation en ligne et hors médias pour sensibiliser leurs homologues jeunes. Une telle initiative permettra de mettre en place une sentinelle de la paix et du vivre ensemble dont l'objectif sera de proposer des messages alternatifs de paix, de liberté, de tolérance et de solidarité aux commentaires et publications incitant à la haine ;
- ✓ Organiser des sessions de formation à la citoyenneté numérique à l'attention des administrateurs de communautés en lignes (groupe WhatsApp et Facebook, page Facebook etc.).

3.5 Régulation des médias

Pour que les médias puissent apporter une contribution conséquente à l'éducation à la culture de la paix, notamment chez les jeunes, il leur faudra faire des productions médiatiques de qualité. Cela passe par le respect des règles d'éthique et de déontologie. Faute de quoi, au lieu d'être la solution, ils risquent de créer plus de problèmes et de porter préjudice à la paix et au vivre ensemble. Ces règles étant la colonne vertébrale du métier de journalisme, les institutions de régulation doivent veiller à leur respect. C'est pourquoi nous proposons de:

- ✓ Intensifier les actions de la Haute Autorité de la Communication (HAC) qui est le principal organe de régulation des médias en faveur de la professionnalisation du paysage audiovisuel. En outre, elle doit se doter de moyens pour surveiller les productions et diffusions de programmes dans les médias afin «d'assurer la diversité, l'équilibre et le pluralisme de l'information dans le respect des valeurs, de

l'éthique et de la déontologie qui régissent les médias et le métier de journaliste en particulier»¹¹² ;

- ✓ Encourager les médias à l'application effective de l'autorégulation. La liberté de la presse étant considérée comme un dogme dans les Etats démocratiques, il serait maladroit de faire intervenir des organes autres que ceux habilités à contrôler les médias dans le cadre du respect de la liberté de la presse. Comme énoncé dans la charte de Munich «le journaliste n'accepte, en matière d'honneur professionnel, que la juridiction de ses pairs, à l'exclusion de toute ingérence gouvernementale ou autre»¹¹³. Ainsi, l'application de l'autorégulation permettra de mettre fin aux mauvaises pratiques qui sont de nature à décrédibiliser la corporation.

¹¹² «Missions de la HAC – LA HAC», <http://hac.ml/missions-de-la-hac/>, Consulté le 5 février 2019

¹¹³ Asselineau, François, «Déclaration des devoirs et des droits des journalistes, dite "Charte de déontologie de Munich" de 1971 : «TOUT JOURNALISTE DIGNE DE CE NOM...». » Union Populaire Républicaine | UPR, 4 mai 2018. <https://www.upr.fr/actualite/france/declaration-des-devoirs-et-des-droits-des-journalistes-dite-charte-de-deontologie-de-munich-de-1971-tout-journaliste-digne-de-ce-nom/>.

Conclusion

Le retour de la stabilité dans l'espace sahélien est le challenge que doivent relever les pays membres de ce vaste espace désertique qui s'est vu investi par une myriade de groupes radicaux, dès le début des années 2000.

Du Niger au Burkina en passant par le Mali et la Mauritanie, ces mouvements djihadistes défient les Etats, les institutions traditionnelles et se sont inscrits dans une logique visant à entrainer les populations locales vers une déculturation en leur imposant des idéologies aux antipodes de leurs valeurs.

Les jeunes rendus vulnérables par le chômage endémique et le manque de perspectives quant à leur avenir, sont enclins à rejoindre leurs rangs. Pire toute une génération d'enfants est en phase d'être sacrifiée faute d'accès à l'école. Leur avenir hypothéqué, ils constitueront inexorablement, une proie facile pour les mouvements djihadiste.

Aujourd'hui, la lutte contre cet extrémisme violent auquel les jeunes sahéliens sont de plus en plus exposés est devenue une véritable préoccupation pour les Etats qui essaient, parfois, maladroitement d'y faire face. Ainsi, les tentatives de réponses apportées jusque-là ont majoritairement été martiales. Si cela peut apporter quelques succès à court terme, à long terme les conséquences de ces interventions militaires pourraient engendrer d'autres violences.

Intégrer, donc, un volet éducation à la culture de la paix, aux stratégies de lutte contre le terrorisme et ses corolaires, serait bien bénéfique. Cette éducation, si l'on se réfère au taux élevé de l'analphabétisme dans la région, ne peut être faite que par l'école. D'autres cadres, notamment les médias peuvent apporter une contribution remarquable. C'est pourquoi, notre étude avait pour ambition, de démontrer la contribution de ces derniers (médias) dans le processus d'éducation à la culture de la paix au Mali.

Nous avons ainsi pu, tout au long de notre travail, démontrer la forte influence des médias sur les jeunes au Mali et la contribution qu'ils sont à même d'apporter dans la vulgarisation et la réappropriation, par les jeunes, des valeurs relatives au vivre-Ensemble, à la tolérance, la liberté et à la solidarité.

Certes, les médias sont à double tranchant et peuvent, s'ils ne sont pas bien utilisés, fragiliser la paix et la cohésion sociale. Cependant, dans le contexte malien actuel, le défi est de changer de paradigme afin de tirer le maximum de profits des opportunités qu'offrent la télévision, la radio et les nouveaux médias, pour permettre à sa jeunesse d'être outillée afin qu'elle puisse assurer sa résilience face à l'extrémisme violent.

Il apparait, donc, à la lumière de cette étude, évident que le fort engouement des jeunes maliens pour les médias notamment les nouveaux médias et l'influence qu'ont ces derniers sur eux, sont des atouts et doivent être appréhendés par les autorités, les hommes de

médias et les organisations de jeunes comme une opportunité pour amener ces derniers à cultiver la paix et à rejeter les idéologies qui sont aux antipodes des valeurs traditionnelles locales dont les mouvements radicaux veulent imposer.

En définitive, retenons que certes les médias peuvent contribuer à l'éducation à la culture de la paix, toutefois, quelque soit, leur contribution et les différentes stratégies mises en place pour vulgariser la culture de la paix chez les jeunes, elles ne pourront apporter les résultats escomptés, c'est-à-dire endiguer complètement l'extrémisme violent tant que les barrières sociales ne seront pas levées, que l'injustice ne sera pas combattue vigoureusement et que de nouvelles perspectives d'avenir ne seront pas offertes aux jeunes.

4 Références bibliographiques

❖ Ouvrages

- Barbey Francis, *L'éducation aux médias: de l'ambiguïté du concept aux défis d'une pratique éducative*, Paris, 2009
- Dakouo Ambroise, *les pratiques du dialogue intercommunautaire pour la paix et l'ation au Mali*, Bamako, 2016
- Gingras Anne-Marie, *La communication politique: État des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec 2003
- KI-Zerbo Joseph, *Eduquer ou périr, impasses et perspectives africaines*, Paris, 1997
- Onisep, *Les métiers du journalisme, de la communication et de la documentation*, Paris, 2014
- Ramonet, Ignacio, *La tyrannie de la communication*, Paris, 1999
- Rieffel, Rémy, *Que sont les médias ?*, Paris, 2005
- Shegani, Altin, *Les réponses nationales au terrorisme: Etude de droit comparé, droit français - droit albanais*, Rome, 2016
- Van Der Vaeren Charles, *Promouvoir la paix*, Paris 2004
- Wolton, Dominique, *Informer n'est pas communiquer*, Paris, 2009

❖ Articles et Rapports

- Acuna Ramon-Luis, «Pour une culture de paix», *in Le Monde diplomatique*, 1999
- Baranai-Sava, Diana. « La fonction éducative des médias dans la société actuelle », *in Anadiss* 2011, p16
- Bernier Marc-François, Demers François, Lavigne Alain, Moumouni Charles et Watine Thierry, «Les nouvelles stratégies de communication des organisations publiques, privées et associatives par rapport au déclin des médias généralistes», *in Communication*, 2011
- Chevènement Jean-Pierre et Larcher Gérard, «Mali : comment gagner la paix ?», Rapport d'information n° 513 (2012-2013), *in rapport commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*, http://www.senat.fr/rap/r12-513/r12-513_mono.html, 2013
- Faü, Jean-François. «Note sur l'actualité. La protection du patrimoine culturel dans les zones de conflit», *in Techniques Financières et Développement n° 118*, 2015

- FIDH/AMDH, «Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme», 2018, https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf
- Fondation Friedrich Ebert-Stiftung et Media in Cooperation and Transition GmbH (MiCT) «De l'utilisation des médias au Mali», 2015
- Gardenier Matthjis et Monie Aymeric, «De l'utilisation de Facebook à des fins de mobilisation par le groupe sauvons Calais», *in Communication*, 2018
- Institut Panos, « Pluralisme médiatique en Afrique de l'Ouest: 10 années pour tout changer », *in Les Cahiers du journalisme* n°9, 2001
- International Alert, « Si les victimes deviennent bourreaux, Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », 2018
- Kaménova, Svetla, «La composante culturelle dans le programme d'intégration linguistique du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec», *in Synergies Mexique* n°4, 2014
- Keita Naffet, «L'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger: entre euphorie ou doute, la paix en signe de traces! », *in rapport Friedrich-Ebert-Stiftung*, 2018
- Ministère des affaires religieuses et du culte, « Document de Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'extrémisme Violent et le Terrorisme (PLCEVT) », Mali, 2018
- Nizigiyimana Domitien, « l'éducation aux valeurs, c'est quoi », *in Au cœur de l'Afrique* n°1, 1999
- Olivier Hanne, « L'impact du Printemps arabe sur le Sahel », *in Revue Défense Nationale*, Comité d'Etudes de Défense Nationale, 2015
- Peraya, Daniel, « Théories de la communication et technologies de l'information et de la communication : un apport réciproque. », *in Revue européenne des sciences sociales*, vol. 36, n° 111, 1998
- Perret Thierry, «Médias et démocratie au Mali», *in Politique africaine* (N° 97), 2005
- Petris Richard, «Culture de la paix», *in Irenees.net*, 2016
- Philippe Gérard « Qu'est-ce que la communication digitale ? », *in Le blog de la Communication digitale*, 2013
- Rapport d'International Media Support (IMS), «EVALUATION DES MÉDIAS: Les médias maliens divisés par le conflit», 2013
- Rapport du Sénat Français, «Mali: comment gagner la paix?». http://www.senat.fr/rap/r12-513/r12-513_mono.html.
- Roudier Karine, «Le contrôle de constitutionnalité de la législation antiterroriste ou la conciliation des libertés avec la raison d'État», *in Politique américaine* N° 24, 2014

- Susan Fountain, « L'éducation à la paix à l'UNICEF » *in rapport Section de l'éducation, Division des programmes UNICEF*, 1999
- Unesco, « La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation – Guide à l'intention des décideurs politiques », 2017
- Van Zyl Isel et Cheryl Frank, « Prévenir l'extrémisme en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale », *in Institute for Security Studies*, 2018
- Wermus Daniel, « Les médias comme catalyseurs de changements », *in Revue internationale et stratégique* n°78, 2010

❖ **Conférences et colloques**

- Mémoire et savoirs à l'ère de l'information : XVe colloque annuel du Groupe d'étude « Pratiques sociales et théories » : actes. Librairie Droz, 1998.
- Rwantabagu, Herménégilde, « l'éducation a la paix en situation post-conflit : cas du Burundi », *Colloque international Éducation, Violences, Conflits et Perspectives de Paix en Afrique*, Yaoundé, 6 au 10 mars 2006.

❖ **Mémoires et thèses**

- Fourquet-Courbet, Marie-Pierre, « La communication médiatique : interactions humaines et sociales médiatisées », Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches en Sciences de l'Information et de la Communication, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (2010-2011).
- Kaneza, Evelynne, « les enjeux de la culture de la paix dans la société burundaise : projet de création d'un centre d'animation culturelle pour la culture de la paix « Ikiyago » », Mémoire de master professionnel, Communication et Médias, Université Senghor d'Alexandrie (2013-2015)
- Lawson, Laté Jean-Paul C., « Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'archivage numérique au sein des entreprises béninoises », Mémoire de master professionnel, Gestion du Patrimoine Culturel, Université Senghor d'Alexandrie (2015-2017)
- Merra, Lucile, « Pour une sociologie des médias sociaux : Internet et la révolution médiatique : nouveaux médias et interactions », Thèse de doctorat en Sociologie, Université Paris Descartes (Paris 5), 2013.
- Paulhus, Eric A., « L'influence de la radio communautaire dans le développement local: Le cas du Mali », Maîtrise en développement régional, Université du Québec, 2010
- Sow, Ayouba, « L'influence des radios privées, médias sociaux de proximité et la problématique de leur régulation au Mali », Mémoire de master 2, Dispositifs Socio-Techniques d'Information et de Communication (DISTIC), Université Nice Sophia Antipolis (2017-2018)

- Traore, Matagaly Karidja, « La radicalisation en Afrique de l’Ouest : L’éducation culturelle comme moyen de lutte Cas de la Cote d’Ivoire », Mémoire de master professionnel, Communication et Médias, Université Senghor d’Alexandrie (2015-2017)
- Yattara, Almahady, « Essouk , Messenger de la culture de la paix ; Actions pour le maintien des liens sociaux et de la stabilité socio-politique au nord du Mali », Mémoire de master professionnel, Management de culture et des Médias, Université Senghor d’Alexandrie (2007-2009)

❖ Webographie

- « CSC (Mali) | REFRAM », http://www.refram.org/membres/Mali_CSC
- « Introduction de votre Mémoire - Astuces de rédaction et Exemples ». Scribbr, 18 avril 2018. <https://www.scribbr.fr/memoire/introduction/>.
- « Rapports ». s. d. MINUSMA. <https://minusma.unmissions.org/rapports>.
- « Sahel : Pour une approche globale ». <http://www.senat.fr/rap/r12-720/r12-7203.html>.
- «<http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009001/themes/the-role-of-community-media/>
- «L’échec de l’intervention française au Mali - Libération». https://www.liberation.fr/debats/2017/06/27/l-echec-de-l-intervention-francaise-au-mali_1579931
- «L’éducation transforme la vie». 2013. UNESCO. 21 mai 2013. <https://fr.unesco.org/themes/education>
- <http://hac.ml/missions-de-la-hac/>
- <http://www.banquemondiale.org/fr/country/mali/overview>.
- <http://www.grainesdepaix.org/fr/ressources-de-paix/references/paix/historique-de-la-culture-de-la-paix>.
- http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-178_fr.html
- <http://www.irinnews.org/fr/report/95263/mali-chronologie-du-conflit-dans-le-nord-du-pays>.
- <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/07/06/97001-20120706FILWWW00390-fabius-met-en-garde-contre-un-sahelistan.php>
- <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/09/01003-20120409ARTFIG00430-les-touaregs-de-bamako-chasses-par-la-peur.php>
- [http://www.libresensemble.com/index.php/a-propos. »](http://www.libresensemble.com/index.php/a-propos.)
- <http://www.un.org/fr/ga/62/plenary/peaceculture/bkg.shtml>

- <http://www.unesco.org/new/fr/africa-department/priority-africa/culture-of-peace-in-africa/yamoussoukro/>,
- <https://afribone.com/?Accueil-des-Maliens-de-Libye-des>
- <https://maliactu.net/mali-propos-memorables-alpha-oumar-konare-president-de-la-republique-14-septembre-1993/>,
- <https://maliactu.net/mali-propos-memorables-alpha-oumar-konare-president-de-la-republique-14-septembre-1993>
- https://malijet.com/a_la_une_du_mali/221663-tueries_centre_mali_gouvernement_explique_.html.
- <https://minusma.unmissions.org/mikado-fm-la-radio-de-la-paix>
- <https://minusma.unmissions.org/rapports>
- <https://observers.france24.com/fr/20180817-attention-intox-vieilles-photos-haine-elections-mali-ibk-soumaila-cisse>
- <https://peacemaker.un.org/mali-pacte-reconciliation-national92>
- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mali/presentation-du-mali/article/presentation-du-mali>
- <https://www.dw.com/fr/mali-le-gouvernement-simplique-pour-r%C3%A9sorber-le-conflit-entre-peuls-et-dogons/a-44390851>
- <https://www.facebook.com/Jeunesse-Tabital-Pulaaku-Mali-328349871075841/>.
- <https://www.facebook.com/kisalobs/>
- <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/Le-nouveau-Code-de-la-famille>.
- <https://www.francophonie.org/L-Organisation-internationale-de-la-Francophonie-42707.html>
- <https://www.g5sahel.org/8-nos-activit%C3%A9s/1407-celebration-de-la-journee-du-g5-sahel-au-burkina-faso-l-institution-g5-sahel-et-le-pip-presentes-aux-acteurs-de-la-region-du-sahel>
- <https://www.internetworldstats.com/africa.htm#ml>
- <https://www.jeuneafrique.com/143137/societe/libert-de-la-presse-cinq-mention-bien-pour-l-afrique/>
- <https://www.jeuneafrique.com/467388/politique/mali-un-phenomene-nomme-ras-bath/>
- <https://www.studiotamani.org/index.php/a-propos>
- <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/11921-reseaux-sociaux-facebook-bloque-les-maliens-expriment-leur-colere>
- https://www.youtube.com/watch?v=E9_Fr-CCX6U
- Mali : 750 écoles fermées et plus d'un million d'enfants toujours privés d'école, selon l'UNICEF | ONU Info», <https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016041>

5 Liste des illustrations

Figure 1	: Carte du Mali.....	7
Figure 2	: Age des personnes enquêtées	26

6 Liste des tableaux

Tableau 1	: Région d'origine des personnes enquêtées	27
Tableau 2	: Le temps dédié quotidiennement aux médias par les jeunes.....	27
Tableau 3	: Impact des médias sur les jeunes.....	27
Tableau 4	: Médias et éducation à la paix.....	27
Tableau 5	: Impact des médias sur les jeunes.....	28
Tableau 6	: Médias et radicalisation des jeunes	29
Tableau 7	: Le traitement de la crise par les médias.....	29
Tableau 8	: Place des médias et éducation à la culture de la paix	29
Tableau 9	: Médias maliens et l'éducation à la culture de la paix	29

7 Annexes

7.1 Annexe 1 : Listes de structures dont les responsables ont participé à notre enquête

Médias		
30minutes.net	Studio Tamani /Fondation Hirondelle	Mali Culture Médias-Conseil
9tv/Mali	Nord Sud journal	Maliactu.net
Benbere	Www.kayeskunafoni.net	Mikado FM
hamadar.com	www.kunafoni.com	MIKADO FM
L'Indépendant	Sahelien.com	
L'Indicateur du Renouveau	Procès Verbal	
Radio Jamana	Le Prétoire	

Organisations de jeunes
Association des Anciens Élèves du Lycée Mamadou M'BODJ de Sébénikoro
Kisal
Think Peace

7.2 Annexe2 : Questionnaire adressé au jeunes

Education à la culture de la paix chez les jeunes au sahel: quelle contribution des médias? Cas du Mali.

Dans le cadre de mon mémoire de fin d'étude en master en Développement, spécialité Communication et Médias à l'Université Senghor à Alexandrie, en Egypte, j'ai l'honneur de vous adresser ce questionnaire pour demander votre avis concernant l'utilisation des médias et leur influence sur les jeunes.

*Obligatoire

Présentation

Veuillez vous présenter s'il vous plait

1. Civilité

Une seule réponse possible.

Monsieur

Madame

2. Nom *

3. Prénom *

4. Age *

Une seule réponse possible.

Entre 15 et 24 ans

Entre 25 et 35 ans

5. Profession *

6. Région d'origine * Une seule réponse possible.

Bamako

Kayes

Koulikoro

-
-
-
- Sikasso
- Ségou
- Mopti
- Gao
- Kidal
- Ménaka
- Taoudéni

Tombouctou

Votre rapport avec les médias

Par médias, il faut entendre la télévision, la presse, la radio et internet (les réseaux sociaux et sites internet)

7. **Suivez-vous régulièrement les médias ?** * *Une seule réponse possible.*

- Oui
- Non

8. **Combien de temps pouvez-vous passer à suivre les médias quotidiennement?** * *Une seule réponse possible.*

- Entre 1 heure et 2 heures
- Entre 2 heures et 4 heures
- Entre 4 heures et 6 heures
- Plus

9. **Quels sont les médias que vous avez l'habitude de suivre ?** *Plusieurs réponses possibles.*

- Télévision
- Radio
- Presse écrite
- Presse en ligne (site internet)

Les réseaux sociaux (Facebook, Tweeter, LinkedIn, WhatsApp...)

10. **Pensez-vous que les médias peuvent avoir un impact sur votre comportement?** *Une seule réponse possible.*

- Oui
- Non

11. **Êtes-vous satisfait des informations que vous recevez à travers les médias?** * *Une seule réponse possible.*

- Très satisfait
- Assez satisfait
- Peu satisfait
- Pas du tout satisfait

12. Avez-vous déjà constaté sur les médias des informations qui incitent à la violence?

** Une seule réponse possible.*

- Oui
- Non

13. On sait que la radicalisation, désigne le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel. Pensez-vous que les informations peuvent être une cause de radicalisation? * Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

14. Connaissez-vous des programmes médiatiques ou des médias qui font des sensibilisations à la culture de la paix? * Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

15. Pensez-vous que les médias peuvent contribuer à l'éducation à la culture de la paix chez les jeunes ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

16. Si oui, comment?

17. Avez-vous des suggestions pour améliorer la contribution des médias à l'éducation à la culture de la paix ? *

18. Je vous remercie

7.3 Annexe 2 : Questionnaire adressé aux responsables de médias et de réseaux de jeunes

**Education à la culture de la paix chez les jeunes au Sahel, quelle contribution des médias?
Cas du Mali.**

Questionnaire d'enquête adressé aux responsables de médias et de réseaux de jeunes dans le cadre de la rédaction d'un mémoire pour l'obtention d'un Master 2 en Communication et Médias à l'Université Senghor à Alexandrie, en Égypte.

*Obligatoire

1. Nom *

2. Prénom *

3. Profession *

4. Structure *

5. Zone de couverture * *Une seule réponse possible.*

Bamako

Kayes

-
-
- Koulikoro
- Sikasso
- Gao
- Mopti
- Tombouctou
- National Autre :

6. Domaine *

Plusieurs réponses possibles.

Responsable d'un média

Responsable d'organisation de jeunes

7. Si média, quel type ? * Une seule réponse possible.

- Radio
- Radio communautaire
- Télévisions
- Presse écrite Nouveaux médias
- Autre :

8. En tant que responsable de média/d'organisation de jeunes, quel impact ont les médias

(Radios télévisions, presse écrite, nouveaux médias...) sur la jeunesse au Sahel ? *

9. Pensez vous que les médias participent à la radicalisation des jeunes au sahel ? Pourquoi ? *

10. Quel regard portez-vous sur le traitement de la crise malienne dans les médias ? *

11. [Pour les responsables de médias] Quelle place accorde votre média à l'éducation à la paix auprès des jeunes au Mali ?

12. Avez-vous des programmes dédiés à cette problématique ? Si oui lesquels ?

13. [Pour les responsables d'organisation de Jeune] Quel rôle accordez-vous aux médias dans vos activités de sensibilisation à la paix et la lutte contre l'extrémisme violent chez les jeunes ?

14. On sait que l'une des fonctions des médias est l'éducation. Pensez vous que les médias au Mali peuvent contribuer à l'éducation à la paix au près des jeunes et renforcer ainsi leur résilience à l'extrémisme violent ? *

15. Selon vous, comment les médias peuvent-ils contribuer à l'éducation à la paix ? *

16. Avez-vous des recommandations pour améliorer la contribution des médias dans l'éducation à la paix chez les jeunes au Mali ? *

17. Je vous remercie
